

IL A ÉTÉ INVESTI PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR UN SECOND MANDAT

Les engagements de Tebboune

Le président de la République élu, M. Abdelmadjid Tebboune, a prêté serment, hier, lors d'une cérémonie officielle au Palais des nations (Alger), en présence de hauts responsables de l'Etat et de représentants des hautes instances de la Nation. Ce second mandat sera exclusivement économique. D'importants chantiers et projets seront donc lancés afin de poursuivre le développement économique amorcé durant les quatre dernières années du premier mandat du Président Tebboune. P 3



PÉTROLE

**Le Brent
se stabilise autour
de 72 dollars** P 2

HYDROCARBURES

**Sonatrach et Chevron
confirment leur
partenariat** P 2

AGRICULTURE

**Vers une souveraineté
alimentaire
renforcée** P 5

PÉTROLE

Le Brent se stabilise autour de 72 dollars

Les cours du pétrole se stabilisaient mardi, entre des craintes persistantes sur l'état de la demande mondiale et les perspectives d'un abaissement de taux important de la banque centrale américaine, facteur de hausse des prix. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, reculait à 11h25 de 0,33% à 72,51 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, refluit de 0,19%, à 69,96 dollars. Selon les analystes, les signaux macroéconomiques pèsent "lourdement" sur les perspectives de la demande, alors que les économies américaine et chinoise restent à la peine. Dans le même temps, la spéculation selon laquelle la Réserve fédérale (Fed) pourrait mettre en œuvre une double baisse des taux d'intérêt ce mercredi a contribué à une remontée des prix en début de semaine et freinait leur baisse mardi. Le comité monétaire de la banque centrale américaine (FOMC) pourrait annoncer sa première baisse de taux depuis mars 2020, à l'issue de sa réunion qui se tient mardi et mercredi. Les analystes soulignent que "la baisse des taux pourrait donner un coup de pouce à la demande énergétique" en soutenant l'économie aux Etats-Unis, grand importateur de brut. Par ailleurs, le dollar est la devise privilégiée pour les achats de pétrole, et son affaiblissement renforce le pouvoir d'achat des investisseurs possédant des devises étrangères. En outre, les importations nettes de pétrole brut et de produits en Chine ont augmenté de 20% en glissement mensuel en août, bien qu'elles restent légèrement inférieures aux quantités de l'année précédente, ont fait observer des experts tempérant les inquiétudes sur la demande en pétrole de la première économie mondiale.

ACCOMPAGNÉ D'UNE DÉLÉGATION DE HAUT NIVEAU

Le PDG de Sonatrach prend part à Houston à la Conférence mondiale «Gastech»

Le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, accompagné d'une délégation de haut niveau, participe, ce mardi, à la Conférence mondiale sur l'énergie « Gastech » qui se tiendra jusqu'au 20 septembre à Houston, aux Etats-Unis d'Amérique.

Synthèse S R

Selon un communiqué rendu public ce mardi par le Groupe Sonatrach, « la Conférence mondiale sur l'énergie est l'un des plus importants rassemblements mondiaux sur les questions liées au gaz naturel, au GNL, à l'hydrogène, aux technologies climatiques, à l'intelligence artificielle, à l'industrie de l'énergie et aux solutions à faible émission de carbone, avec plus de 50 000 participants de 125 pays ». « Ce rassemblement mondial des principaux acteurs internationaux de l'énergie, des entrepreneurs mondiaux et des innovateurs se concentre sur le besoin urgent de faire face aux transformations énergétiques rapides, de développer des stratégies, d'adopter des technologies climatiques pour fournir une énergie sûre et durable, et de prendre des mesures décisives pour accélérer une vision mondiale partagée pour l'industrie de l'énergie », explique Sonatrach. La participation de Sonatrach à Gastech souligne « sa position de leader en tant que fournisseur fiable et partenaire stratégique

mondial dans l'industrie du gaz naturel », pilier essentiel de la politique de transition énergétique, et son « engagement en faveur de l'innovation et des solutions technologiques pour une industrie énergétique à faible émission de carbone, en adoptant une nouvelle stratégie climatique basée sur plusieurs piliers ». « Cette participation reflète les efforts de Sonatrach pour promouvoir une transition énergétique durable dans ses installations industrielles, ainsi que son engagement en faveur de l'innovation et du développement de solutions technologiques pour une industrie énergétique à faible émission de carbone, et pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, accroître l'intégration des énergies renouvelables et développer des solutions naturelles et technologiques de capture du carbone », ajoute la même source.

Sonatrach et Chevron sur la voie de consolider leur partenariat

Pour rappel, M. Hachichi a tenu, hier lundi, une réunion de travail avec une délégation

de la société américaine Chevron conduite par la vice-présidente en charge de l'exploration internationale, Mme Liz Schwarz, à Houston. Selon le Groupe Sonatrach, « les entretiens ont essentiellement porté sur les moyens de consolider les relations de coopération bilatérale basées sur le développement dans le domaine des hydrocarbures et l'exploration de nouvelles opportunités qui pourraient renforcer le futur partenariat avec Chevron ». A noter que le groupe Sonatrach a signé, le 11 juin dernier, un mémorandum d'entente avec la société américaine « Chevron F II International Limited », en vue de développer les ressources en hydrocarbures au niveau des bassins d'Ahnet et de Berkine. Ce mémorandum d'entente constitue une plateforme pour prospecter les opportunités de développement des ressources en hydrocarbures dans les deux bassins, en mettant l'accent sur l'efficacité opérationnelle, les technologies de pointe et les meilleures pratiques en matière de durabilité et de protection de l'environnement.

HYDROCARBURES

Sonatrach et Chevron confirment leur partenariat

Le Président-directeur général (PDG) de Sonatrach, M. Rachid Hachichi, a tenu lundi, à Houston (Etats-Unis), une réunion de travail avec une délégation de la société américaine Chevron, conduite par la vice-présidente chargée de l'exploration internationale, Liz Schwarze, a indiqué un communiqué du groupe. Les discussions entre les deux parties

ont essentiellement porté sur "les moyens de renforcer les relations de coopération bilatérales en matière de développement des ressources en hydrocarbure, de manière responsable et durable, en sus d'explorer les opportunités à même de renforcer le partenariat futur avec Chevron", selon le communiqué. La réunion à laquelle a pris part une délégation composée

de cadres dirigeants de Sonatrach, intervient dans le cadre de la visite de travail qu'effectue aux Etats-Unis d'Amérique, M. Hachichi et la délégation l'accompagnant, et coïncidant avec la tenue de la Conférence mondiale sur l'énergie "Gastech", dont l'ouverture est prévue pour aujourd'hui. Pour rappel, le groupe Sonatrach avait signé, le 13 juin 2024, un mémoran-

dum d'entente avec la société américaine Chevron F II International limited, "en vue de développer les ressources en hydrocarbures dans les zones d'intérêt commun identifiées au niveau des bassins d'Ahnet et de Berkine, en utilisant les technologies de pointe et les meilleures pratiques en matière de durabilité et de protection de l'environnement".

MAINTENANCE SUR LE GAZODUC « MEDGAZ »

Réduction des flux de Gaz Algérien vers l'Espagne Jusqu'à fin septembre

Par M. A.

Le gazoduc « Medgaz », qui joue un rôle crucial dans l'approvisionnement énergétique entre l'Algérie et l'Espagne, s'apprête à entrer en phase de maintenance à partir de mardi à minuit, et ce jusqu'au 27 septembre à 16 heures. Avec une capacité de 10,5 milliards de mètres cubes par an, ce conduit essentiel verra ses flux de gaz réduits durant cette période, comme l'a rapporté le site spécialisé « Montel News ». Durant cette opération, les flux de gaz algérien, qui avaient maintenu un niveau moyen

de 311 GWh par jour, ont déjà connu une chute notable, s'établissant à 151 GWh par jour depuis le dimanche précédent. Cette réduction progressive reflète les effets de la maintenance en cours, nécessaire pour préserver l'efficacité et la sécurité du gazoduc. Les travaux prévus incluent une inspection interne et un nettoyage du gazoduc, avec l'utilisation de divers types de pistons propulsés par le gaz naturel transporté. Ce nettoyage s'inscrit dans le cadre d'une série de maintenances, après la première opération complète réalisée l'année précédente, et vise à faciliter cette inspection annuelle. Cette

procédure, la première depuis le lancement du gazoduc en 2011, complète les inspections extérieures régulières effectuées tous les trois ans. Bien que cette maintenance soit complexe, elle a été soigneusement planifiée pour éviter tout impact environnemental. Selon les informations disponibles, les opérations ne devraient pas présenter de risques pour l'environnement marin, ni affecter les activités de pêche ou le trafic maritime. Les autorités compétentes ont pris des mesures pour minimiser les perturbations. Cependant, malgré les annonces, les détails exacts concer-

nant l'ampleur de la réduction de capacité durant cette période restent vagues. Ni « Medgaz » ni « Enagás », le gestionnaire du réseau de transport, n'ont précisé l'étendue exacte des limitations prévues. La maintenance programmée du gazoduc « Medgaz » est une étape essentielle pour maintenir le bon fonctionnement de ce conduit crucial. Bien qu'elle entraîne une réduction temporaire des flux de gaz entre l'Algérie et l'Espagne, elle est indispensable pour assurer la pérennité du gazoduc tout en préservant l'environnement marin et les activités maritimes.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IL A ÉTÉ INVESTI PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR UN SECOND MANDAT

Les engagements de Tebboune

Le président de la République élu, M. Abdelmadjid Tebboune, a prêté serment, hier, lors d'une cérémonie officielle au Palais des nations (Alger), en présence de hauts responsables de l'Etat et de représentants des hautes instances de la Nation.

Par Zahir R

Ce second mandat sera exclusivement économique. D'importants chantiers et projets seront donc lancés afin de poursuivre le développement local déjà amorcé durant les quatre dernières années du premier mandat du Président Tebboune, et la concrétisation du projet de diversification de l'économie nationale. En effet, tous les efforts seront axés sur les questions socio-économiques. Ainsi, le Chef de l'Etat s'est engagé à accorder un intérêt particulier pour les projets structurants miniers à l'instar de celui de Gara Djebilet à Tindouf, celui du Zinc et plomb à Amizour (Bejaïa), et enfin celui de Tebessa du phosphate. Des projets qui devraient contribuer efficacement dans la libération de notre économie de la manne pétrolière. Dans son discours prononcé après sa prestation de serment au Palais des nations, Tebboune a réitéré son engagement pour la réalisation également d'un mégaprojet dans le domaine ferroviaire, dont une le chemin de fer reliera le Nord à l'extrême Sud du pays. Un projet qui permettra de désenclaver plusieurs régions à travers le pays, et la redynamisation du développement local dans ces régions.

Concernant le secteur agricole, le président de la République a réitéré son engagement à atteindre l'autosuffisance pour certaines cultures stratégiques en 2025 et 2026. «Nous avons réalisé des avancées significatives dans la production agricole, notamment dans les cultures stratégiques, grâce à une carte agricole élaborée selon des critères scientifiques et à la poursuite de l'établissement de partenariats internationaux dans le secteur agricole avec des pays amis et frères leaders dans les filières stratégiques comme le lait et les céréales», a-t-il dit. Rappelant ses engagements pris lors de la campagne électorale de la Présidence du 7 septembre concernant le secteur agricole, il a notamment cité celui visant à atteindre une autosuffisance «totale et complète» en blé dur vers fin 2025 et en orge et en maïs en 2026. Le président de la République s'est également engagé à étendre les surfaces irriguées de près d'un million d'hectares et à créer 450.000 emplois pour les jeunes durant son second mandat présidentiel. Concernant les start-up, le président de la République s'est engagé à atteindre 20.000 entreprises de ce type, faisant état de près de 8.000 start-up aujourd'hui contre moins de 200 en 2020. Dans le domaine de l'emploi, le président Tebboune a annoncé la création de 450 000 nouveaux postes d'emploi durant ce mandat.

Un dialogue national ouvert sera lancé «en consécration de la véritable démocratie»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi à Alger, qu'il s'attèlerait, au cours de son second mandat, au lancement d'un dialogue national avec l'ensemble des forces nationales vives, et ce, "en consécration de la véritable démocratie". Dans un discours prononcé à

l'issue de la cérémonie de prestation de serment au Palais des nations, le président de la République a souligné qu'"au cours du second mandat, nous engagerons des discussions soutenues et des consultations avec l'ensemble des forces vives du pays, politiques économiques et juvéniles". "Un dialogue national

ouvert sera lancé, nous permettant de baliser ensemble le chemin qu'empruntera notre pays en matière de consécration de la véritable démocratie, non pas celle des slogans, mais celle qui donne la souveraineté à ceux qui la méritent", a soutenu le président de la République.



20 000 de projets d'investissement

Evoquant le domaine de l'investissement, Tebboune a indiqué l'Algérie a amélioré significativement son attractivité, et ce, grâce à la nouvelle loi sur l'investissement et à la stabilité politique et juridique que connu le pays ces dernières années. Dans son feuille de route, le Président Tebboune table sur l'enregistrement de 20 000 projets d'investissement au niveau de l'Agence Algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI) d'ici fin de ce second mandat. Il a fait savoir qu'actuellement, près de 9000 projets sont enregistrés au niveau de l'AAPI, indique le Président Tebboune, dont un nombre important sont en cours de réalisation et d'autres en attente du foncier industriel. L'entrée en exploitation de ces projets créera de milliers de postes d'emploi, de la valeur ajoutée.

Le Chef de l'Etat s'est engagé également à la relance de notre industrie et l'industrialisation du pays d'une manière générale. Un programme ambitieux sera déployé à cet effet, avec l'objectif de porter la contribution de ce secteur à 12 % d'ici la fin de ce deuxième mandat. « Lorsque nous atteignons ce taux, ce jour là, on peut dire que l'Algérie est un pays industriel », souligne-t-il, notant que la contribution de l'industrie est de 5% dans le PIB actuellement.

Concernant le secteur hydraulique, le président de la République a assuré que les efforts seront déployés pour garantir la sécurité hydrique du pays, annonçant au

passage que cinq nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer seront réceptionnées d'ici décembre 2024, avec une capacité de production de 300 000 litres/jour chacune. Outre la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer, d'importants projets seront également réalisés à partir de 2025 dans le domaine des grands transferts d'eau et interconnexion des barrages.

Deux millions de logements à réaliser

Dans le domaine de l'Habitat, le Chef de l'Etat s'est engagé pour la réalisation de deux millions de logements de différents types, en faisant savoir que 1,7 million d'unités de logement ont été réalisées durant le premier mandat et la réalisation d'un logement en Algérie est à 100 % en produits locaux. Il a annoncé l'augmentation de l'aide de l'Etat pour l'auto-construction à un million de DA. Le Président a également réaffirmé son engagement de réaliser deux millions de logements durant ce mandat et l'achèvement définitif du dossier des zones d'ombre avant la fin de la première année de ce deuxième mandat.

Évoquant la croissance économique de l'Algérie, Tebboune a rappelé que le taux réalisé en 2024 était le plus élevé dans le bassin méditerranéen avec 4,1%. Un taux reconnu par les différentes institutions mondiales, dira-t-il. « Nous avons atteint un taux de croissance parmi les plus forts en méditerranée, ce qui est reconnu au niveau international, et nous œuvrons à maintenir ce taux », a-t-il encore déclaré avant de réaffirmer son engagement à protéger le pouvoir d'achat en luttant contre l'inflation, en contrôlant les prix et en augmentant les primes et les salaires, et surtout à « être fidèle au slogan de l'Algérie victorieuse lors du second mandat ». Et d'ajouter également que « Nous allons poursuivre nos efforts afin d'augmenter le PIB à 400 milliards de dollars, permettant à l'Algérie d'être un pays émergent. Actuellement le PIB est estimé à 280 milliards de dollars ».

Un bilan détaillé du premier mandat sera présenté devant l'APN

Par ailleurs, le président Tebboune a indiqué qu'il poursuivra ses efforts pour la diversification de l'économie nationale et également des exportations hors hydrocarbures. « Nous tablons sur l'augmentation de nos exportations hors hydrocarbures à 15 milliards de dollars d'ici 2026. On ne peut pas continuer sur les hydrocarbures, dont les prix sont volatiles ».

Enfin, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, mardi à Alger, à présenter le bilan de son premier mandat devant les deux chambres du Parlement avant fin 2024, ainsi que « tous les détails » relatifs au second mandat. Il a précisé que, perpétuant la « bonne tradition » qu'il a instituée, « il prononcera, avant la fin de l'année, un discours à la Nation devant les deux chambres du Parlement réunies en session extraordinaire », lors duquel il présentera « tous les détails relatifs au second mandat, ainsi que le bilan économique et financier du premier mandat ».

Bio-express

M. Abdelmadjid Tebboune qui a pris officiellement ses fonctions de président de la République après avoir prêté serment, mardi au Palais des nations (Alger), a été réélu pour un second mandat lors de l'élection présidentielle du 7 septembre 2024 avec 84,30% des voix exprimées. Né le 17 novembre 1945 à Mecheria (wilaya de Naâma), M. Abdelmadjid Tebboune débute son parcours scolaire dans la wilaya de Sidi Bel Abbès où sa famille a élu domicile, suite aux persécutions du colonisateur français en raison des discours nationalistes de son père et de son appartenance à l'Association des Oulémas musulmans algériens. Il rejoint l'école libre des imams en 1953 et réussit l'examen du cycle moyen en 1957. Il poursuit ses études au lycée régional, puis au lycée Benzerdjeb et obtient son baccalauréat en 1965. En 1969, il est diplômé de l'Ecole nationale d'administration (spécialité économie-finances) dans la deuxième promotion portant le nom du Chahid et héros de la Révolution Larbi Ben M'hidi. M. Abdelmadjid Tebboune débute sa carrière professionnelle dans le chef-lieu de la wilaya de Béchar, alors dénommée Saoura, englobant Béchar, Tindouf et Adrar. Il poursuit son parcours qu'il a entamé comme administrateur, puis chargé de mission avant d'être promu au poste de Secrétaire général de la wilaya de Djelfa en 1974. En 1976, il est muté dans la wilaya d'Adrar au même poste, puis dans la wilaya de Batna en 1977, avant d'occuper la même fonction dans la wilaya de M'sila en 1982. Par la suite, M. Abdelmadjid Tebboune occupe le poste de wali, respectivement dans les wilayas Adrar, Tiaret et Tizi Ouzou. Il est nommé ministre délégué chargé des Collectivités locales en 1991, ministre de la Communication et de la Culture en 1999 et ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme en 2001. En 2012, il est à nouveau nommé ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville avant d'occuper, en 2017, le poste de ministre du Commerce par intérim. Le 24 mai 2017, il est nommé Premier ministre. M. Abdelmadjid Tebboune a brigué la magistrature suprême la première fois à l'élection présidentielle du 12 décembre 2019 qu'il a remportée.

FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
L'énergie nucléaire de plus en plus prisee

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a une nouvelle fois relevé ses prévisions concernant l'expansion de la capacité de production nucléaire, de plus en plus vue comme un levier de décarbonation, selon un communiqué publié lundi. "L'élan mondial en faveur de l'énergie nucléaire se poursuit à un rythme soutenu", a déclaré le directeur général de l'instance onusienne, Rafael Grossi, à l'ouverture de la conférence générale de l'AIEA à Vienne. L'atome est désormais "de plus en plus reconnu comme une source d'énergie propre et sûre" aux côtés des renouvelables face au défi du changement climatique, a-t-il affirmé. Dans le scénario le plus favorable au nucléaire, l'AIEA prévoit plus du doublement de la puissance installée, qui grimperait à 950 gigawatts en 2050 contre 371 GW fin 2023 avec 413 réacteurs en opération. Elle misait auparavant sur 890 GW. Dans le cas le moins optimiste, l'organisation table sur 514 gigawatts. "Nous avons 31 pays qui exploitent l'énergie nucléaire aujourd'hui, et près de 30 qui s'embarquent sur cette voie, dont trois sont à des stades avancés de construction et produiront de l'électricité dans les années à venir", a expliqué à la presse Henri Paillere, directeur des études économiques au sein de l'AIEA. Les partisans de l'atome soulignent qu'il s'agit d'une source d'énergie très peu émettrice de CO2 et pilotable, c'est-à-dire qui peut être mobilisée en fonction des besoins, à l'inverse du vent ou du soleil. Mais en raison du coût et des risques, des pays restent résolument contre ou hésitent à franchir le pas.

68e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIEA
Inauguration du stand algérien à Vienne

Le délégué permanent de l'Algérie à Vienne, l'ambassadeur Larbi Latroche, a présidé l'inauguration du stand algérien installé en marge de la 68e Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et ce, dans le cadre de la participation algérienne aux travaux de cette rencontre qui se tient du 16 au 20 septembre dans la capitale autrichienne. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du représentant du Directeur général de l'AIEA, Shaukat Abdulrazak, du président de l'Autorité nationale de sûreté et de sécurité nucléaires, Rachedi Menadi, du Commissaire à l'énergie atomique, Abdelhamid Mellah, ainsi que des chefs de délégations participant à la conférence et de représentants des missions diplomatiques à Vienne.



Placé sous le thème «Les sciences et techniques nucléaires au service des objectifs de développement durable en Algérie : réalisations et succès», ce stand permettra, une semaine durant, de mettre en avant les réalisations phares de l'Algérie en matière

d'utilisation pacifique des techniques nucléaires, notamment dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, des ressources hydriques et de la protection de l'environnement, qui ont beaucoup progressé récemment, en appli-

cation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui y accorde un intérêt particulier. Intervenant à cette occasion, M. Latroche a braqué la lumière sur les progrès réalisés en matière de lutte contre le cancer, notamment à la faveur des avancées enregistrées en radiothérapie et en médecine nucléaire. Il a souligné, à cet égard, l'intérêt que porte l'Algérie à la coopération avec l'AIEA pour renforcer son rôle pionnier au niveau régional, notamment en matière de services de formation proposés par le Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) et le Centre de médecine nucléaire du CHU de Bab El Oued, désignés Centres régionaux de collaboration dans le cadre de l'initiative «Rayons d'espoir» pour la région Afrique.

MONNAIES
Le dollar poursuit son recul

Le dollar s'affaissait mardi avant la publication de plusieurs indicateurs pouvant éclairer la décision de la Réserve fédérale (Fed), sur le point de tenir sa réunion de politique monétaire, où elle est susceptible d'abaisser ses taux d'un demi-point de pourcentage. La devise américaine faiblissait dans la matinée par rapport à l'euro, qui grappillait 0,06% à 1,1140 dollar, et à la livre, qui s'appréciait légèrement de 0,07% à 1,3226 dollar. Le marché

des changes était d'un calme plat au premier jour de la réunion du comité monétaire de la banque centrale américaine (FOMC), qui rendra sa décision mercredi. Le marché considère qu'un mouvement important de 0,50 point de pourcentage de la Fed est de plus en plus probable, ce qui explique la faiblesse du dollar américain, selon les analystes soulignant que, de façon générale, "dans les cycles de baisse des taux d'intérêt, la Fed est plus agressive que la plupart des autres banques

centrales", et que "de telles phases ont tendance à être particulièrement négatives pour le dollar car elles le rendent plus risqué" à détenir. Les chiffres de ventes au détail et de production industrielle en août, attendus plus tard dans la séance mardi, sont susceptibles d'éclairer les investisseurs sur l'état de l'économie américaine, après une série d'indices décevants ces dernières semaines. Or des taux d'intérêt plus bas réduisent la rentabilité d'une devise, ce qui en détourne les investisseurs.

TIZI-OUZOU/ CRA
Un centre d'hébergement gratuit au profit des cancéreux

Un centre d'hébergement qui sera mis gracieusement à la disposition des malades cancéreux, a été aménagé dans la ville de Draâ Ben Khedda, à 10 km à l'ouest de Tizi-Ouzou, par le comité local du Croissant rouge algérien (CRA), a-t-on appris lundi auprès des bénévoles. L'idée d'aménager un centre d'hébergement au profit des cancéreux, notamment ceux qui viennent des autres wilayas du pays pour se soigner au Centre de lutte contre le cancer (CLCC), est née lorsque les bénévoles du comité du CRA de Draa Ben Khedda avaient constaté que certains malades qui ne peuvent louer une chambre ou un appartement en raison des prix exorbitants pratiqués, passent la nuit dans des véhicules, a-t-on appris auprès du comité local. Des appels ont été lancés aux bienfaiteurs pour les aider dans cette initiative humanitaire et solidaire, et les bénévoles du CRA de Draa Ben Khedda ont commencé à concrétiser leur idée en mai dernier, en entamant l'aménagement de l'ancien siège de l'Algérienne des eaux (ADE), mis en 2017 par la commune de Draa Ben Khedda à la disposition du comité local du CRA. Réalisé avec l'aide des bienfaiteurs qui ont contribué à son aménagement et équipement et à l'huile de coude des bénévoles du CRA, ce dortoir est doté de huit (8) lits, d'une douche, d'un sanitaire, d'une cuisine et de toutes les commodités nécessaires dont la climatisation, un téléviseur, un réfrigérateur, et une machine à laver, a-t-on fait savoir.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	0,00	0,12	9,09	8,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-5,69	-6,86	1,31	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 290,00	NC	0,00	0,68	-0,06	2,95	5,46	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,97	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	-8,44	2,51	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 15 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	114	70	البطاطا
	Tomate	71	83	60	الطماطم
	Oignon sec	46	53	39	البصل الجاف
	Ail sec	366	418	315	الثوم الجاف
	Carotte	84	93	74	الجزر
	Navet	131	144	118	لفت
	Poivron	106	120	93	الفلفل الاخضر
	Piment	125	142	109	الفلفل الحار
	Courgette	165	182	147	الكوسة
	Haricot vert	197	221	173	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	140	154	126	الخس
	Pomme locale	396	503	289	التفاح المحلي
	Datte	555	679	431	التمر
	Melon	99	111	86	البطيخ الاصفر
	Pastèque	84	93	74	البطيخ الاحمر
	Poire	377	456	298	الاجاص
Produits d'origine animale	Raisin	213	276	149	العنب
	Banane	480	495	464	الموز
	Viande bovine locale	1798	1941	1655	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	485	497	472	الدجاج
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

AGRICULTURE

Vers une souveraineté alimentaire renforcée

Dans le cadre des défis liés à la sécurité alimentaire, l’Algérie a élaboré une feuille de route ambitieuse à l’horizon 2030. Cette initiative vise à augmenter les superficies agricoles irriguées à 3 millions d’hectares, à renforcer l’autonomie en matière de production de cultures stratégiques telles que les céréales, les légumineuses et les oléagineux, tout en réduisant la dépendance aux importations. S'appuyant sur la modernisation des techniques agricoles, l'optimisation des ressources en eau et la régionalisation des efforts en fonction des conditions climatiques, cette stratégie a été présentée par le Pr. Tarik Hartani, directeur de l'École nationale supérieure agronomique d'Alger (ENSA) et coordinateur du Comité de réflexion pour le développement des céréales en Algérie.

Par Mourad A.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, le Pr. Hartani a souligné que la sécurité alimentaire est désormais une priorité stratégique du gouvernement algérien, essentielle pour assurer la stabilité économique du pays. Le développement des cultures stratégiques, incluant le blé dur, les légumineuses et les oléagineux, occupe une place centrale dans les politiques agricoles du pays. En augmentant la production locale de ces denrées, l'Algérie cherche à renforcer sa souveraineté alimentaire et à se protéger des fluctuations des marchés internationaux. « L'un des principaux objectifs est d'étendre les surfaces irriguées à 3 millions d'hectares, en particulier dans le Sud, où l'irrigation compense les aléas climatiques et stabilise la production céréalière. Des zones comme Adrar, Ouargla et Timimoun sont pilotes, et les résultats obtenus jusqu'à présent sont encourageants », a-t-il précisé. Le professeur a également mis l'accent sur l'importance d'un soutien technique accru pour les agriculteurs. L'introduction de technologies modernes, la formation des agriculteurs et l'amélioration de la qualité des semences doivent permettre d'optimiser les rendements. En outre, la formation des jeunes ingénieurs agronomes est primordiale pour stimuler l'innovation et la compétitivité dans le secteur. Le Pr. Hartani a insisté sur la nécessité d'une approche régionalisée, adaptée aux spécificités climatiques et hydrologiques de chaque région. « Dans le Sud, l'irrigation est cruciale pour garantir une production stable malgré des conditions climatiques difficiles. Cependant, des défis subsistent, comme les

crues et les vents qui affectent certaines cultures », a-t-il ajouté. En ce qui concerne la gestion des ressources en eau, le Pr. Hartani a souligné que cette question est centrale dans la stratégie agricole. Le gouvernement a créé des commissions pour identifier et gérer les ressources en eau souterraines, notamment les aquifères sahariens. Des données fiables sur ces réserves sont essentielles pour garantir une utilisation durable de ces ressources et éviter leur épuisement. De plus, l'État joue un rôle clé en soutenant les agriculteurs, en particulier les jeunes, à travers des politiques d'accompagnement, l'accès aux outils modernes et des mécanismes de financement. « Les jeunes exploitants bénéficient de ce soutien pour investir dans le secteur. Des mécanismes de solidarité régionale permettent aussi de transférer les semences excédentaires vers les zones les plus touchées par des conditions défavorables, renforçant ainsi la résilience de notre agriculture », a-t-il déclaré. Malgré les progrès, le secteur agricole algérien doit encore surmonter plusieurs défis, notamment le manque d'équipements adaptés et les difficultés liées aux conditions climatiques. Le Pr. Hartani a souligné la nécessité de moderniser les infrastructures de stockage, en particulier pour les céréales, afin de limiter les pertes après récolte. De plus, la rareté de l'eau encourage le recours à l'irrigation au goutte-à-goutte et à l'utilisation des énergies renouvelables pour alimenter les exploitations agricoles. Selon lui, le dessalement de l'eau, bien que coûteux, est une solution indirecte pour l'agriculture : il permettrait de réserver les eaux dessalées aux villes tout en libérant les ressources naturelles pour l'irrigation. Il a également insisté sur l'importance de protéger les

terres agricoles de l'urbanisation anarchique, en créant des ceintures vertes et en revégétalisant les villes pour atténuer les effets du changement climatique. Sur le plan financier, l'État soutient l'agriculture à hauteur de 100 milliards de dinars annuellement. Toutefois, le Pr. Hartani souligne l'importance de simplifier l'accès à ces aides, notamment en réduisant les retards dans les paiements. Il a également déploré le déclin du secteur forestier, qui était autrefois un pilier économique grâce à l'exportation de liège et d'alpha, et appelle à une prise de conscience pour protéger ces ressources vitales. En parallèle, il a évoqué les fluctuations des marchés mondiaux, en particulier pour les semences et les engrais, qui affectent les agriculteurs. Bien que certains produits comme l'huile et le sucre soient subventionnés par l'État, d'autres filières restent vulnérables face à ces variations de prix, menaçant ainsi la stabilité du secteur agricole. Enfin, le Pr. Hartani a affirmé que le développement agricole en Algérie s'inscrit dans une logique de durabilité, avec un souci constant de protection des terres agricoles contre l'urbanisation incontrôlée et de gestion rationnelle des ressources naturelles. L'intégration des jeunes générations d'agriculteurs est essentielle pour assurer la continuité des efforts sur le long terme. « L'Algérie, en visant l'auto-suffisance alimentaire d'ici 2030, met en œuvre une stratégie ambitieuse alliant modernisation agricole, soutien étatique et gestion durable des ressources. La clé du succès réside dans la capacité à relever les défis liés à l'eau, aux infrastructures et à l'intégration des nouvelles technologies pour garantir une agriculture résiliente, durable et compétitive à long terme », a-t-il conclu.

ONTA

Une superficie de 50.000 ha de terres agricoles récupérées à Timimoun

Une superficie globale de 50.000 hectares (ha) de terres agricoles a été récupérée dans la wilaya de Timimoun, dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole, a-t-on appris mardi de l'Office national des terres agricoles (ONTA). Cette superficie sera redistribuée, via la plateforme numérique de l'ONTA, aux opérateurs désirant investir dans le domaine, a affirmé à l'APS le directeur de l'antenne locale de l'ONTA, Mustapha Hennani, en marge d'une cérémonie de remise de titres d'attribution de terres agricoles aux investisseurs, dans le cadre de l'exploitation de terres agricoles dans le Sud du pays. Le même responsable a relevé, en outre, la régularisation par l'ONTA de 1.390 dossiers de postulants au foncier agricole, dans le cadre du décret exécutif N 21-432 du 4 novembre 2021 définissant les conditions et modalités d'attribution des terres relevant du domaine privé de l'Etat à exploiter dans le cadre de la mise en valeur par la concession. Le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya de Timimoun, Tewfik Benmansour, a fait état, de son côté, du parachèvement, via la plateforme nationale du dispositif "Couloir vert" réservé aux grands investisseurs, des procédures administratives d'attribution d'une superficie de 12.000 ha à l'entreprise "Sanabil-Timimoun" spécialisée dans l'intensification des semences. Le DSA a fait part également de la remise, dans le cadre de la propriété foncière agricole, de 450 titres d'attribution de terres agricoles au profit des jeunes de la région.

R.E.

SOURCE D'UNE VIVE POLÉMIQUE

La pâte à tartiner El Mordjene inquiète l'UE

Par Réda Hadi

Effet des réseaux sociaux, la pâte à tartiner algérienne continue de faire polémique en France. Information ou intox ? Toujours est-il, que ce produit qui suscite l'engouement en France, semble inquiéter le ministre démissionnaire de l'Agriculture, qui selon des sources françaises, aurait demandé une enquête sur les conditions de son importation, tandis que l'UE, dans la foulée vient de l'interdire provoquant la colère de consommateurs français et algériens. Le succès de cette pâte à tartiner est incroyable. Le phénomène devient viral, mais n'est pas du goût de l'Union européenne qui vient d'interdire la commercialisation des pots à la couleur de beurre de cacahuètes. El Mordjene Cebon n'a pas droit de cité sur le territoire européen, «l'Algérie ne remplissant pas l'ensemble des conditions nécessaires pour permettre à un pays tiers d'exporter vers l'Union européenne des marchandises contenant des produits laitiers destinés à la consommation hu-

maine dans le respect des exigences européennes en matière de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments», a expliqué le ministère de l'Agriculture français à l'AFP. Une enquête a été ouverte «afin de déterminer les mécanismes de contournement qui ont pu permettre jusqu'à présent la mise sur le marché de cette marchandise», a ajouté le ministère. Cette pâte à tartiner algérienne qui s'arrache à prix d'or n'aurait jamais dû être commercialisée dans l'Hexagone, a confirmé le ministère de l'Agriculture, invoquant la réglementation européenne. Deux envois (de pâte à tartiner El Mordjene Cebon, NDLR) sont actuellement bloqués dans les postes de contrôle frontaliers français, selon la même source. Seul le géant français de la distribution Carrefour a manifesté pour le moment son intention de la mettre en vente. Il a expliqué lundi à l'AFP «espérer pouvoir la commercialiser au plus vite (...) dans le respect de la réglementation européenne relative à l'importation des produits alimentaires». Interrogés, Auchan, Aldi, Casino et Lidl ont

indiqué ne pas commercialiser cette pâte à tartiner. Casino (Franprix, Monoprix) a indiqué ne pas prévoir de le faire «à date». Les autres acteurs de la grande distribution, dont le leader E.Leclerc et Inter-marché, n'ont pas répondu.

El Mordjene fait -il peur ?

En France, le leader du secteur est de loin le Nutella, produit par l'italien Ferrero, qui détient plus des trois quarts du marché des pâtes à tartiner chocolatées en grandes surfaces, selon des données de la fédération du secteur (FCD), dit ne pas être inquiet. Ferrero indique avoir vendu l'an dernier «près de 90 millions de pots de Nutella en France», soit un peu moins de trois (2,85) chaque seconde. C'est d'ailleurs l'hégémonie du Nutella sur le marché européen qui a provoqué la décision de l'Union européenne, affirme le président de l'association algérienne de protection des consommateurs (Apocé) Mustapha Zebdi. Beaucoup d'économistes, estiment que c'est plus un décision politique qu'économique. Ce dernier a

déclaré à la presse algérienne que «le produit entrait et voyageait, et quand il est devenu un danger pour leur produit bien-aimé, ils ont fait tous les tests et sorti toutes les normes». «Nous allons prendre une décision ferme», a-t-il promis, sans élaborer davantage. En Algérie, des habitants se disent fiers du succès international du produit. En France même les diététiciens assurent de la bonne qualité de cette pâte et de rappeler que la pâte à tartiner en question, à base de noisettes grillées, fait l'objet d'une importante couverture médiatique à la suite de recommandations par des comptes influents sur les réseaux sociaux. «Si on schématise, c'est la même chose que le Nutella, sauf qu'il y a plus de noisettes», a analysé Anne-Marie Goldenberg, diététicienne et nutritionniste lyonnaise, interrogée par Le Progrès. «C'est ce qu'on appelle un produit plaisir. Et c'est aussi important d'en intégrer dans son alimentation, en l'associant à de bons aliments, comme un pain complet ou semi-complet pour le cas de cette pâte à tartiner.»

TIARET

Plus de 27.000 têtes bovines vaccinées contre la fièvre aphteuse

Plus de 27.619 têtes bovines ont été vaccinées, à ce jour, contre la fièvre aphteuse, a-t-on appris, lundi, de l'Inspecteur vétérinaire de la wilaya, Khaled Baghni. M. Baghni a fait savoir que deux doses de vaccin, contre une seule précédemment, ont été administrées à chaque tête bovine, afin de consolider le système immunitaire du cheptel contre cette zoonose, dont le virus porteur a muté ces dernières années. Le même responsable a indiqué que l'opération à laquelle ont participé plus de 100 vétérinaires, des secteurs public et privé, sous la supervision de la direction locale des Services agricoles (DSA), a touché, à ce jour, près de 90% du cheptel bovin de la région, un taux à même de le prémunir contre le risque de propagation de cette maladie. Par ailleurs, la même source a ajouté qu'une vaste opération visant l'assainissement des exploitations agricoles et à protéger les animaux contre les insectes potentiellement porteurs du virus pathogène a été lancée à travers l'ensemble du territoire de la wilaya.

SKIKDA

Remise des clés de 140 logements publics locatif à El-Harouch

Au total, 140 clés de logements de type public locatif (LPL) réalisés à la localité Bir Setal, à la commune d'El-Harouch dans la wilaya de Skikda, ont été remises aux bénéficiaires, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Les bénéficiaires ont rejoint leurs nouvelles maisons après l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur et de raccordement aux réseaux divers (électricité, gaz et eau), selon la même source. La cérémonie de remise des clés a eu lieu à la Bibliothèque urbaine Kehal-Ahmed, dans la commune d'El-Harouch en présence des autorités locales et des bénéficiaires, selon la même source.

CONSTANTINE

Distribution de plus de 40.000 trousseaux scolaires à travers différentes communes

Plus de 40.000 trousseaux scolaires, ont été distribués dans la wilaya de Constantine au profit d'élèves issus de familles diminuées, en prévision de la rentrée scolaire 2024-2025, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

La plus importante action caritative initiée dans ce cadre, concerne les campagnes organisées depuis le mois d'août dernier par les services de la wilaya portant attribution de 33.347 trousseaux scolaires en faveur, notamment des élèves aux besoins spécifiques et des orphelins, mobilisant une enveloppe financière globale dépassant 107 millions DA, a déclaré à l'APS le directeur de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Abdelkader Dehimi. Le même responsable a précisé que ce quota est composé de 19.312 trousseaux consacrés par les collectivités locales, (61,25 millions DA), les services de la wilaya ont assuré 11.035 trousseaux (35 millions DA), alors que 3.000 autres ont été financés par le ministère de la solidarité nationale,

de la famille et de la condition de la femme ayant mobilisé un montant de l'ordre de 11 millions DA, dont 999 trousseaux ont été réservés aux élèves aux besoins spécifiques répartis sur dix (10) établissements de ce secteur dont 7 centres psychopédagogiques pour enfants déficients mentaux, 2 écoles de jeunes non voyant et sourds -muets et 1 foyer de l'enfance assistée (filles). Le bureau local du Croissant rouge algérien (CRA) a distribué près de 5.000 trousseaux scolaires en faveur, notamment des élèves issue de familles des zones rurales, tandis que les groupes locaux relevant de l'antenne locale du commissariat des scouts musulmans algériens (SMA) ont distribué, de leurs part près de 500 trousseaux scolaires au profit d'élèves

issus des familles diminuées, et cela à l'issue d'une convention de partenariat signée avec le bureau local de l'union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), a-t-on indiqué. Des actions similaires ont été initiées par des associations caritatives à l'image du bureau local de l'association nationale "Kafil El-Yatim", "Nass El-Khir" et "El-Bir Oua El-Ihsane", selon les organisateurs. Ces dernières qui ont programmé la distribution de 1.550 trousseaux, notamment en faveur des élèves des zones d'ombres à l'instar de la mehta d'Ouled Niya, dans la commune de Beni H'midene, la zone rurale de Boulegnafed, située à la commune d'Ain Abid et d'El Hedadj, dans la commune de Ben Badis.

ORAN

«L'Ecole au champ» réalise des résultats encourageants dans l'accompagnement des viticulteurs

"L'Ecole au champ", spécialisée dans la formation des producteurs de vignes et des arbres fruitiers a donné des résultats encourageants dans le perfectionnement des aptitudes des investisseurs ayant opté pour cette activité et l'amélioration qualitative et quantitative de la production, a indiqué le président du Conseil professionnel de la filière viticole de la wilaya d'Oran, Mourad Belayachi. "L'école au champ", appelée également "Champ-école" (Farmers in fields School), lancée à l'initiative de la Station de protection des végétaux (SPV) de Misserghine, au début de la saison agricole 2023-2024, a "donné des

résultats probants dans le domaine du développement de la viticulture et des mécanismes d'accompagnement et de développement des performances des professionnels de la filière dans la production de diverses variétés de raisin dans la wilaya d'Oran", a déclaré à l'APS M. Belayachi. Cette expérience, qui a eu lieu au niveau de la ferme viticole "Belkalfat Abdelaziz", sise dans la commune d'El-Ançor, ayant ciblé des viticulteurs de la région, a permis également à de nouveaux investisseurs spécialisés dans l'arboriculture fruitière d'acquérir de nouvelles connaissances et de consolider celles déjà acquises en lien

avec leur filière d'activité et d'enrichir leur expérience dans la conduite des itinéraires techniques, notamment, l'entretien des vignes, le traitement des maladies cryptogamiques et la lutte contre les insectes nuisibles, signale-t-on. La formation, qui s'est déroulée en présence de représentants d'entreprises spécialisées dans ce domaine, et encadrée par des ingénieurs de la SPV de Misserghine, a été marquée par la présentation de cours en rapport avec diverses thématiques, notamment la taille de la vigne, l'analyse écologique de l'exploitation agricole, la fertilisation du sol, ainsi que le "diagnostic" précoce des pa-

thologies végétales, indique-t-on. La Direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oran prévoit, cette année, un accroissement notable de la production du raisin, talant sur un volume de 29.000 quintaux, contre 23.000 engrangés durant la saison précédente, selon le président du bureau de viticulture et de l'arboriculture fruitière relevant de la même direction, Abdelkader Bendjenna. La superficie globale réservée à ce créneau d'activité agricole dans la wilaya est estimée à 598 hectares, dont le gros (479 hectares) est consacré au raisin de table, signale-t-on de même source.

BLIDA

Entretien préventif de plus de 263 km de routes nationales

Un programme pour l'entretien préventif de plus de 263 km de routes nationales traversant la wilaya de Blida a été lancé par la direction locale des travaux publics, en perspective de la saison automnale et de la prévention des risques des intempéries, a-t-on appris lundi, auprès de cette direction. Ce programme préventif, entamé le 3 septembre courant, porte sur l'entretien de plus de 263 km

de routes nationales et 295 km de chemins de wilaya, a indiqué à l'APS le chef du service d'entretien des infrastructures de base, Salim Zaouche. Il a souligné l'entretien, à ce jour, dans le cadre de ce programme ayant mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires, de 14 km de tranchées en béton et en terre et de 103 km de cours d'eau asséchés, avec l'enlèvement de 185 m3 de déchets, au titre de

plus de 70 interventions réalisées au niveau de ces zones exposées au risque des inondations. Ces opérations ont notamment profité à l'axe de la RN 29, s'étendant de Soumaâ, Bougara jusqu'à Ouled Slama, l'axe de la RN 64 reliant Boufarik et Oued El Alleug, l'axe de la RN1 reliant Blida et Médéa (l'ancienne route), l'axe de la RN 37 reliant Blida et Chréa, et l'axe du chemin de wilaya N 135 reliant Boufarik et Amroussa.

Selon le même responsable, ce programme, toujours en cours, cible également les chemins communaux à travers le nettoyage des abords des routes et le curage des avaloirs et des systèmes d'évacuation des eaux pluviales. Les opérations sont menées en coordination avec les entreprises Mitidja Hadaik, Mitidja Nadhafa et les services communaux concernés, a-t-il noté.

La réalité de la crise économique en Chine

3^e partie

L'économie chinoise est bloquée. Après la décision de Pékin, fin 2022, de mettre brutalement fin à sa politique draconienne de «zéro COVID», de nombreux observateurs pensaient que le moteur de la croissance chinoise allait rapidement redémarrer. Après les années de confinement pour cause de pandémie, lesquelles ont pratiquement paralysé certains secteurs économiques, la réouverture du pays était censée déclencher un retour en force.

Par Zongyuan Zoe Liu (*)

Un autre exemple est celui de la robotique industrielle, dont Pékin a commencé à faire une priorité en 2015 dans le cadre de sa stratégie « Fabriqué en Chine 2025 ». À l'époque, bâtir une industrie robotique nationale plus forte était entièrement justifié : la Chine avait dépassé le Japon et était devenu le plus grand acheteur de robots industriels au monde, représentant environ 20 % des ventes mondiales. En outre, ce plan semblait donner des résultats remarquables. Dès 2017, on comptait plus de 800 entreprises de robotique et 40 parcs industriels axés sur la robotique dans au moins 20 provinces chinoises. Pourtant, tous ces efforts n'ont guère contribué à faire progresser la technologie robotique chinoise, même s'ils ont permis de créer une gigantesque assise industrielle. Afin d'atteindre les objectifs de production ambitieux de Pékin, les responsables locaux se sont contentés d'investir dans des technologies éprouvées qui pouvaient être rapidement redimensionnées. Aujourd'hui, la Chine dispose d'une capacité excédentaire considérable dans le domaine de la robotique bas de gamme, mais ne dispose pas encore d'une capacité suffisante dans le domaine de la robotique automatisée haut de gamme pour laquelle il est nécessaire de détenir des droits de propriété intellectuelle.

La surproduction dans les secteurs bas de gamme a également affecté d'autres industries technologiques chinoises. L'exemple le plus récent est celui de l'intelligence artificielle, que Pékin a désignée comme une industrie prioritaire des deux derniers plans quinquennaux. En août 2019, le gouvernement a réclamé la création d'une vingtaine de « zones pilotes » pour l'intelligence artificielle – des parcs de recherche qui ont pour vocation de se servir des données des gouvernements locaux pour tester le marché. L'objectif est d'exploiter les deux plus grands atouts de la Chine dans ce domaine : d'une part la capacité à construire rapidement des infrastructures matérielles, et donc à soutenir le regroupement des entreprises et des talents de l'IA, et d'autre part l'absence de contraintes sur la manière dont le gouvernement recueille et partage les données personnelles. En l'espace de deux ans, 17 villes chinoises ont créé de telles zones pilotes, et ce, malgré les turbulences causées par la pandémie de coronavirus et les confinements à grande échelle imposés par le gouvernement. Chacune de ces villes a également adopté des plans d'action pour encourager les investissements et le partage de données.

Sur le papier, le programme semble impressionnant. La Chine est aujourd'hui le deuxième pays en termes d'investissements dans l'IA, seulement devancé par les États-Unis. Cependant, la qualité de la recherche actuelle sur l'IA, en particulier dans le do-

main de l'IA générative, a été entravée par la censure gouvernementale et le manque de propriété intellectuelle nationale. En fait, de nombreuses startups chinoises spécialisées dans l'IA qui ont profité de l'important soutien du gouvernement fabriquent des produits qui dépendent encore essentiellement des modèles et du matériel développés en Occident. À l'instar de ses initiatives dans d'autres industries émergentes, Pékin risque de gaspiller de considérables capitaux dans des investissements redondants qui mettent l'accent sur les économies d'échelle plutôt que sur une innovation solidement ancrée.

La course des zombies

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, même si les orientations de la politique industrielle de Pékin changent, bon nombre des facteurs à l'origine de la surcapacité persistent. Chaque fois que le gouvernement chinois donne la priorité à un nouveau secteur, le fait que les gouvernements locaux y investissent également alimente inévitablement une concurrence intérieure intense. Les entreprises et les usines se précipitent pour fabriquer les mêmes produits et n'en tirent pratiquement aucun profit, un phénomène connu en Chine sous le nom de *nei juan*, ou involution. Plutôt que d'essayer de différencier leurs produits, les entreprises tenteront simplement de surpasser leurs rivales en augmentant leur production aussi rapidement que possible et en se livrant à de farouches guerres des prix ; les incitations à renforcer la compétitivité en améliorant la gestion de l'entreprise ou en investissant dans la recherche et le développement sont plutôt rares. Dans le même temps, la demande intérieure insuffisante oblige les entreprises à écouler leurs stocks excédentaires à l'étranger, où ils subissent alors les aléas de la géopolitique et les fluctuations des marchés mondiaux. Le fléchissement de la conjoncture économique dans les pays de destination et la montée des tensions commerciales peuvent freiner la croissance des exportations et aggraver la surcapacité dans le pays d'origine.

Tous ces facteurs contribuent à entretenir un cercle vicieux : les entreprises soutenues par des prêts bancaires et l'aide des autorités locales doivent produire sans relâche pour maintenir leur trésorerie. Un arrêt de la production signifie qu'il n'y a plus de liquidités, et cela pousse les créanciers à exiger le remboursement de leur argent. Mais plus les entreprises produisent, plus les stocks excédentaires augmentent et plus les prix à la consommation baissent, ce qui fait perdre encore plus d'argent aux entreprises et les oblige à demander encore plus de soutien financier de la part des gouvernements locaux et des banques. Et plus les entreprises s'endettent, plus il leur est difficile de rembourser, ce qui augmente le risque qu'elles deviennent des « entreprises zombies », pratiquement insolvables mais capables de générer juste assez de flux de

trésorerie pour faire face à leurs obligations de crédit. L'économie chinoise étant au point mort, le gouvernement a réduit les impôts et les taxes prélevés sur les entreprises afin de stimuler la croissance, mais cela a réduit les recettes des collectivités locales, alors même que les dépenses liées aux services sociaux et les remboursements de la dette augmentaient. En d'autres termes, l'étroite relation financière entre les gouvernements locaux et les entreprises qu'ils soutiennent a engendré une vague de croissance des PIB locaux financée par l'endettement et a plongé l'économie dans un piège de surcapacité difficilement réversible. Pourtant, même aujourd'hui, la Chine ne montre guère de signes annonciateurs d'une réduction de sa dépendance à l'égard de la dette. Dans un contexte de concurrence géopolitique intense avec les États-Unis, Xi a redoublé d'efforts pour que la Chine parvienne à l'autosuffisance technologique. Pour Pékin, ce n'est qu'en investissant davantage dans les secteurs stratégiques qu'elle pourra échapper à un isolement ou d'éventuelles sanctions économiques de la part de l'Occident. En conséquence, le gouvernement concentre ses efforts sur le financement de la fabrication de pointe et des technologies stratégiques et décourage les investissements qu'il considère comme une source de distraction, comme le secteur de l'immobilier. Ces dernières années, les responsables politiques chinois ont mobilisé l'ensemble du système bancaire et mis en place des programmes de prêts spécifiques pour soutenir la recherche et l'innovation dans des secteurs prioritaires, afin de stimuler les technologies nationales de pointe. Cela a eu pour effet d'aggraver, plutôt que de corriger, les problèmes structurels à l'origine des excédents d'investissement et de production.

Par exemple, en 2021, la Banque de développement de Chine a créé un programme de prêts spécifiques destinés aux innovations scientifiques et technologiques ainsi qu'à la recherche fondamentale. En mai 2024, la banque avait déjà octroyé plus de 38 milliards de dollars de prêts pour soutenir des secteurs critiques et de pointe, tels que celui des semi-conducteurs, les technologies d'énergie propre, les biotechnologies et les produits pharmaceutiques. En avril, la Banque populaire de Chine, en collaboration avec plusieurs ministères, a lancé un fonds de refinancement à hauteur de 69 milliards de dollars afin d'alimenter à nouveau un gigantesque cycle de prêts bancaires chinois destinés à des projets d'innovation scientifique et technologique. À peine deux mois après le lancement de ce programme, quelque 421 installations industrielles du pays ont été désignées comme installations pilotes de « fabrication intelligente », une étiquette floue attribuée aux usines envisageant d'intégrer l'IA dans leurs processus de fabrication. Ce programme a également prévu d'investir dans plus de 10 000 ateliers numériques au niveau provincial et plus de 4 500 entre-

prises axées sur l'IA. Toutefois, au-delà des chiffres concernant les investissements, les critères permettant d'évaluer le niveau de réussite de cette campagne sont peu nombreux. Ironiquement, l'objectif déclaré de ce nouveau programme, qui est de combler un déficit de financement pour les petites et moyennes entreprises qui travaillent sur des innovations, met en évidence une carence plus générale dans la gestion économique de Pékin. Depuis des années, la politique industrielle de la Chine consiste à orienter les ressources vers des entreprises déjà matures ; à contrario, dans le cadre de ses vastes campagnes pour développer l'IA et d'autres technologies avancées, le gouvernement chinois a consacré les mêmes ressources financières que celles dont disposent les États-Unis en matière de capital-risque. Pourtant, même dans ce cas, les planificateurs économiques chinois n'ont pas voulu reconnaître que la véritable force motrice de l'innovation est la rupture. Pour encourager réellement ce type de créativité, les dirigeants d'entreprise devraient avoir un accès illimité aux marchés financiers nationaux et aux capitaux privés, une situation qui saperait le contrôle exercé par Pékin sur les élites économiques chinoises. À défaut de pouvoir provoquer une perturbation du marché, ces énormes investissements ne font qu'exacerber le problème de surcapacité de la Chine. L'argent est canalisé vers les produits qui peuvent être adaptés le plus rapidement, ce qui oblige les fabricants à surproduire et à survivre grâce aux maigres marges qu'ils peuvent tirer du dumping sur le marché international.

L'agonie de la démesure

Industrie après industrie, la surcapacité chronique de la Chine crée un dilemme compliqué pour les États-Unis et l'Occident. Ces derniers mois, les responsables occidentaux ont intensifié leurs critiques à l'encontre des politiques économiques de Pékin. Dans un discours prononcé en mai, Lael Brainard, directrice du Conseil des conseillers économiques de l'administration Biden, a averti que la « surcapacité industrielle induite par la politique » de la Chine – un euphémisme pour désigner des pratiques contraires aux lois du marché – nuisait à l'économie mondiale. En appliquant des politiques qui « réduisent de manière déloyale le coût du capital, de la main-d'œuvre et de l'énergie » et permettent aux entreprises chinoises de vendre « à prix coûtant ou en dessous du prix coûtant », a-t-elle déclaré, la Chine détient aujourd'hui un énorme pourcentage de la capacité mondiale en matière de véhicules électriques, de batteries, de semi-conducteurs et autres secteurs. De ce fait, Pékin freine l'innovation et la concurrence sur le marché mondial, menace les emplois aux États-Unis et ailleurs, et limite la capacité des États-Unis et d'autres pays occidentaux à renforcer la résilience de leur chaîne d'approvisionnement.

(A suivre)

ARABIE SAOUDITE

Le taux d'inflation en Arabie Saoudite a atteint 1,6 % en août

Le taux d'inflation annuel de l'Arabie saoudite a atteint 1,6 % en août par rapport au même mois de l'année dernière, sous l'effet de la hausse des coûts du logement, selon des données officielles. Selon l'Autorité générale des statistiques, les loyers réels des logements ont augmenté de 10,7 % en août par rapport à l'année précédente, les loyers des appartements augmentant de 10,8 %.

Le taux d'inflation de l'Arabie saoudite reste parmi les plus bas du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, reflétant les mesures proactives prises par le Royaume pour stabiliser l'économie et atténuer les effets des pressions mondiales sur les prix. "L'augmentation dans cette catégorie (logement) a eu un impact significatif sur le maintien du taux d'inflation annuel pour août 2024, étant donné le poids de ce groupe qui représente 21 pour cent", a déclaré GASTAT.

Le rapport a montré que les prix des aliments et des boissons dans le Royaume ont connu une légère augmentation de 0,9 pour cent en août, tandis que les dépenses des restaurants et des hôtels ont augmenté de 1,6 pour cent au cours de la même période. Dans le secteur de l'éducation, les coûts ont augmenté de 1,6 % en août, en raison d'une hausse de 3,8 % des frais de scolarité pour l'enseignement intermédiaire et secondaire. Les prix de l'ameublement et de l'équipement ménager ont baissé de 3,5 pour cent, grâce à une baisse de 6,2 pour cent des coûts des meubles, des tapis et des revêtements de sol. De plus, les prix des vêtements et des chaussures ont baissé de 3,2% et les dépenses de transport ont diminué de 3,4% par rapport à août 2023. D'un mois sur l'autre, l'indice des prix à la consommation de l'Arabie Saoudite a augmenté de 0,1% en août. Le rapport souligne que l'inflation mensuelle a été influencée par une augmentation de 0,4 % des coûts du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles. Le GASTAT a également noté une augmentation mensuelle de 0,4 % des prix des aliments et des boissons, tandis que les dépenses des restaurants et des hôtels ont augmenté de 0,2 %. Les prix de l'éducation, des biens et services personnels, de la santé, des communications et du tabac sont restés relativement stables par rapport à juillet.

AGENCES DE VOYAGES EN TUNISIE

Malgré la reprise, beaucoup reste à faire

Après la crise du Covid-19, les attentats terroristes de 2015 et la révolution de 2011, le secteur des agences de voyages commence à reprendre son souffle. Tous les indicateurs actuels sont positifs et traduisent des progressions notables.

Encouragées par cette reprise, les agences de voyage commencent à vouloir réinvestir dans les ressources humaines, le matériel roulant et les frais promotionnels et de communication. Malheureusement, ces derniers souffrent terriblement de quatre problématiques conjoncturelles majeures.

Houssem Ben Azouz, président de la Fédération interprofessionnelle du tourisme tunisien (Fi2T), nous éclaire davantage sur le sujet.

Les agences de voyages en Tunisie, subissent des pressions économiques importantes, Houssem Ben Azouz, président de la Fédération interprofessionnelle du tourisme tunisien (Fi2T) et gérant, depuis 2024, d'une agence de voyages spécialisée dans le tourisme d'aventures (randonnées), l'écotourisme et le tourisme culturel, a expliqué qu'après la lourde crise sanitaire du Covid-19, précédée par les attentats terroristes de 2015 et la révolution de 2011, le secteur des agences de voyages commence à reprendre son souffle, vu la bonne reprise

de l'activité touristique aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.

Des problématiques conjoncturelles majeures

«Tous les indicateurs actuels sont positifs et enregistrent des progressions notables : nombre d'entrées, recettes, nuitées... Encouragées par cette reprise, les agences commencent à vouloir réinvestir dans les ressources humaines, le matériel roulant et les frais promotionnels et de communication. Malheureusement, les agences de voyages en Tunisie souffrent terriblement de quatre problématiques conjoncturelles majeures», explique Ben Azouz. Il rappelle d'abord la suppression, en 2024, des avantages douanier et fiscal pour l'acquisition de véhicules touristiques microbus (12 à 16 places) et minibus (27 places). «Cet avantage a été supprimé dans la loi de finances 2024, sous la pression d'on ne sait quels lobbys, sous prétexte que ce type de véhicule est produit ou rassemblé en Tunisie.

Or, après vérifications et enquête conjointe avec les autorités de tutelle, les micro bus et minibus produits ou rassemblés en Tunisie ne donnent satisfaction ni sur le plan quantitatif ni sur le plan qualitatif », certifie Ben Azouz.

«Par ailleurs, les prix de ce type de matériel roulant, crucial pour notre activité, ont doublé, voire triplé. S'ajoute à cela, beaucoup d'agences de voyages seront incapables de renouveler leur parc roulant de micro bus et minibus. Je rappelle que le régime fiscal privilégié pour l'acquisition de matériel roulant par les agences de voyages vise à encourager les investissements dans le secteur touristique qui est un pilier important de l'économie tunisienne. En réduisant les coûts d'acquisition des véhicules, ces avantages permettent aux agences d'investir davantage dans leur flotte et d'améliorer leurs services. Faute d'encouragements, le parc microbus et minibus va certainement se dégrader à court et moyen termes », poursuit le président de la Fi2T.

LE PDG DE KINROSS, J. PAUL ROLLINSON, EN VISITE EN MAURITANIE

Renforcement du partenariat avec le Gouvernement mauritanien

Le Président-Directeur Général de Kinross Gold Corporation, Monsieur J. Paul Rollinson, accompagné de Claude Schimper, Directeur des Opérations, et de Ben Little, Vice-Président Senior chargé des Relations extérieures, a effectué une visite officielle en Mauritanie dans le cadre de la consolidation continue des relations avec le Gouvernement mauritanien.

Au cours de cette visite, la délégation menée par le PDG de

Kinross Gold Corporation, Monsieur J. Paul Rollinson, a été reçue par Son Excellence Monsieur le Président de la République Islamique de Mauritanie, Mohamed Cheikh El Ghazouani. À cette occasion, J. Paul Rollinson a adressé ses félicitations au Président pour sa réélection à la magistrature suprême du pays et a réaffirmé l'engagement de Kinross à soutenir la croissance responsable du secteur minier en Mauritanie.

Les échanges avec Son Excellence ThiamTidjane, Ministre des Mines et de l'Industrie, ainsi qu'avec d'autres membres du gouvernement, dont le Ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre de l'Autonomisation de la Jeunesse, de l'Emploi, du Sport et du Service Civique, ont porté sur le renforcement du partenariat stratégique entre Kinross et la Mauritanie. Ces discussions ont également permis d'explorer les perspectives et opportunités de collabo-

ration visant à soutenir la croissance économique durable de la Mauritanie, tout en favorisant le développement du capital humain et le renforcement des compétences locales. Ces rencontres illustrent l'engagement constant de Kinross Gold Corporation à collaborer étroitement avec le Gouvernement Mauritanien pour promouvoir un secteur minier responsable, créateur de valeur et bénéfique pour les communautés locales.

EGYPTE

Le projet Open School entre dans sa phase 2

Entre 2020 et 2024, le projet Open School a été mis en œuvre en Egypte, en Ethiopie et au Ghana. Ce projet dont l'ambition est de transformer le paysage numérique dans les systèmes éducatifs entre dans sa deuxième phase en reconduisant l'Egypte dans la liste des bénéficiaires. L'Egypte fait partie avec le Brésil et la Thaïlande des trois pays qui participent à la phase 2 du projet Open school mis en œuvre par l'Unesco et l'entreprise technologique chinoise Huawei.

Cette phase, qui se déroulera de 2024 à 2027, soutiendra la transformation numérique de l'éducation dans ces trois

pays grâce à des modèles d'écoles numériques ouvertes.

En Egypte le projet se concentre sur l'extension de la formation des enseignants aux compétences en matière de TIC.

« En Egypte, nous avons entrepris un voyage transformateur dans le domaine de l'éducation, fondé sur la conviction que la technologie n'est pas seulement un outil, mais un catalyseur permettant de libérer le potentiel, de nourrir la créativité et d'élargir les opportunités pour les enseignants et les apprenants », a déclaré Mohamed Abdel-Latif, ministre de l'Education et de l'Enseignement technique.

Cette seconde phase fait suite à une première qui s'est déroulée entre 2020 et 2024. L'Egypte qui figurait également sur la liste des pays partenaires de la phase 1, a bénéficié de la création d'un centre d'apprentissage à distance bénéficiant à 950 000 éducateurs. L'Ethiopie et le Ghana figuraient aussi sur la liste des bénéficiaires.

En Ethiopie le programme a permis d'équiper et de former 12 000 étudiants et 250 enseignants dans 24 écoles secondaires pilotes, et d'élaborer le premier manuel de formation Ed-Tech pour soutenir la nouvelle stratégie d'éducation numérique (2023-2028). Tandis qu'au Ghana l'initiative a

permis d'améliorer les plateformes éducatives nationales, d'élaborer un cadre de compétences en TIC pour les enseignants et de fournir à dix écoles des équipements TIC, au bénéfice de 1000 enseignants et 3000 élèves.

Notons que la phase 2 a été lancée lors de la Semaine de l'apprentissage numérique, l'événement phare de l'UNESCO sur la transformation de l'éducation.

Ces modèles combinent innovations technologiques et capacités humaines pour créer des environnements d'apprentissage flexibles, résilients, inclusifs et de qualité qui combinent l'apprentissage hors ligne et en ligne.

CÔTE D’IVOIRE

BGFI Bank a investi plus de 50 millions \$ dans l’usine de Coca-Cola

BGFI Bank Côte d’Ivoire investit 30 milliards FCFA (50,8 millions \$) dans la nouvelle usine d’embouteillage Coca-Cola à Abidjan. Ce projet de 65,5 milliards FCFA porté par le groupe Carré d’Or, va renforcer la production locale et créer 1 000 emplois.

Henri-Claude Oyima, Président Directeur Général du groupe BGFI-Bank, a annoncé la semaine dernière que la banque avait injecté 30 milliards FCFA (soit plus de 50 millions de dollars) dans la construction de la nouvelle usine d’embouteillage de Coca-Cola en Côte d’Ivoire. Ce projet, évalué à 65,5 milliards FCFA, est porté par la Société de Distribution de Toutes Marchandises (SDTM), filiale du groupe Carré d’Or, un acteur majeur dans la distribution ivoirienne qui contrôle près de 70 % du marché du riz. « Je me réjouis du financement, par le Groupe BGFI Bank, de la construction de l’unité d’embouteillage des boissons Coca-Cola en Côte d’Ivoire. BGFI Bank Côte d’Ivoire a financé à hauteur de 30 milliards FCFA le développement de ce dispositif industriel de la société SDTM », a déclaré le

responsable après son séjour à Abidjan. Située dans la zone industrielle PK24 près d’Abidjan, l’usine aura une capacité de production de 100 000 bouteilles par heure et devrait générer 1 000 emplois directs et indirects. Ce projet arrive à un moment clé, alors que Coca-Cola redéfinit ses opérations dans la région, après avoir mis fin à son partenariat de 25 ans avec Solibra, filiale du groupe Castel. Le groupe Carré d’Or, contrôlé par la famille Ezzedine, prend désormais les rênes de l’embouteillage et de la distribution des produits Coca-Cola en Côte d’Ivoire, notamment des marques comme Fanta, Sprite, et Schweppes. Déjà leader sur le marché du riz avec 70 % de parts de marché, Carré d’Or se prépare à élargir son portefeuille avec ce projet industriel stratégique. Sur un marché ivoirien fortement concurrentiel où la consommation de boissons ga-

zeuses est estimée à 40 millions de litres par an, cette nouvelle usine devrait renforcer la capacité de production locale, tout en optimisant les coûts logistiques, s’attend-on. Ce n’est pas la première fois que BGFI Bank se positionne en partenaire de projets structurants en Côte d’Ivoire. Entre 2017 et 2019, la banque avait déjà injecté 80 milliards FCFA dans le Plan d’entretien routier, et elle a également financé la construction du Radisson Blu d’Abidjan, un hôtel de 260 chambres. Plus récemment, cette année, elle a obtenu un prêt de 25 milliards FCFA de la BOAD pour soutenir les campagnes de cacao et de cajou, ainsi que les PME locales, renforçant ainsi leur résilience face aux défis économiques. « Le Groupe BGFI Bank soutient les entreprises et le développement des tissus économiques dans ses pays d’implantation », a insisté le patron gabonais.

GUINÉE

90 millions \$ pour la construction de deux centrales solaires

La Guinée dispose d’un potentiel énergétique estimé à 6000 MW. Elle souffre cependant d’un taux d’accès à l’électricité relativement insuffisant, s’établissant à près de 44%. Pour combler ce déficit, le pays prévoit de renforcer ses capacités de production d’énergie solaire. Le gouvernement guinéen prévoit de construire deux centrales solaires d’un montant global de 90 millions \$, afin de diversifier ses sources d’énergie. Le projet est mis en œuvre avec la collaboration de la société Gigawatt Global. Lors de la présentation du projet à des partenaires techniques et finan-

ciers, M. Soumah a déclaré que les deux centrales devraient produire au total 50 mégawatts d’énergie. Ce programme est destiné aux populations des préfectures de Siguiri et de Kouroussa, dans l’Est du pays. Selon les propos de Kaba Fodé Bamoudou, ingénieur du projet pour le compte de Gigawatt Global, cité par Xinhua, « la Guinée continue d’exprimer un besoin croissant en énergie », et le programme « vise à satisfaire la consommation nationale, mais aussi à favoriser une consommation sous-régionale ». En Guinée, l’accès à l’électricité reste relativement faible. Selon un

rapport de la Banque africaine de développement (BAD) datant de 2022, le taux d’électrification au plan national est de 44,1%. Il va jusqu’à 19,1% dans les zones rurales. Dans certaines zones de la Haute-Guinée et de la Guinée forestière, le taux d’accès est de moins de 1%. Dans la capitale Conakry, le dysfonctionnement des infrastructures perturbe la desserte en électricité. Au début de l’année 2024, le pays a subi des coupures d’énergie électrique en raison d’une panne à la centrale thermique de Tombo et d’un déficit de production électrique qui ont réduit la capacité énergétique

disponible de 75 %. Notons qu’entre 2016 et 2022, le gouvernement guinéen a mis en place des projets d’investissements pour accroître la capacité de production avec la mise en exploitation des centrales de Kaléta (240 MW) et de Souapiti (450 MW). Pour rappel, en 2021, le pays a lancé le premier projet photovoltaïque connecté au réseau national, la centrale de Khoumagueli. Avec une capacité de production de 40 MW, elle a été conçue pour compléter l’électricité fournie par la centrale hydroélectrique de Garafiri d’une puissance de 75 MW.

BOTSWANA

La mine Karowe livre son 6^e diamant de plus de 1000 carats

Depuis sa mise en service en 2012, Karowe est devenue l’une des mines les plus productives au monde pour les découvertes de gros diamants. En août son propriétaire canadien y a annoncé la récupération du deuxième plus gros diamant brut au monde. LucaraDiamond a annoncé la décou-

verte d’un diamant brut de 1094 carats à la mine Karowe. Il s’agit du 6^{ème} diamant de plus de 1000 carats livré par la mine dans son histoire, précise la compagnie canadienne dans un communiqué du 15 septembre. Cette découverte survient après l’annonce en août dernier de la récupé-

ration d’un diamant de 2492 carats, le deuxième plus gros jamais découvert dans le monde. Désormais, Karowecompte 7 diamants dans le classement des 10 plus gros diamants bruts de l’histoire. Lucara indique que la nouvelle pierre historique présente des similitudes avec un autre diamant de 692 carats

annoncé en août 2023. Taillée et déclinée en plusieurs diamants plus petits, cette découverte a rapporté plus de 13 millions de dollars. La compagnie confiera son nouveau joyau à la même société. Pour rappel, Karowe est en service depuis 2012 et l’exploitation devrait continuer jusqu’en 2040 au moins,

grâce à un projet d’agrandissement souterrain en cours. La mine est contrôlée à 100 % par LucaraDiamond, mais le gouvernement perçoit une redevance de 10 % et prélève un impôt sur les bénéfices avec un taux variant entre 22 % et 55 %.

GHANA

La contrebande aurait concerné 160 000 tonnes de cacao en 2023/2024

Au Ghana, la filière cacao fournit environ 10 % du PIB. Dans le secteur, la contrebande est une préoccupation majeure pour les autorités, car elle réduit le volume de fèves disponible pour l’exportation et par conséquent les recettes pour l’État. Le Ghana a perdu environ 160 000 tonnes de cacao à travers la contrebande vers des pays voisins au cours de la campagne cacaoyère 2023/2024. C’est ce qu’a estimé Charles Amenayaglo, directeur des services spé-

ciaux de lutte contre la contrebande au Conseil du cacao (Cocobod), qui se confiait à Reuters le lundi 16 septembre. Le stock annoncé a représenté un manque à gagner supplémentaire pour la filière qui a enregistré une baisse de 36 % de la récolte à 429 000 tonnes, son plus bas niveau depuis 21 ans. Parmi les principales destinations de ce trafic figurent notamment la Côte d’Ivoire, le Togo, le Burkina Faso ou encore le Mali. « La faiblesse des prix locaux et les retards

de paiement poussent certains agriculteurs à vendre à des réseaux de trafiquants. En 2023/2024, le Cocobod n’a pas réussi à payer les fèves à temps en raison de problèmes liés au prêt syndiqué qu’elle utilise pour financer ses achats », explique M. Amenayaglo. En ce qui concerne le déroulement de la nouvelle campagne cacaoyère 2024/2025 qui a officiellement débuté le 10 septembre dernier, le Cocobod a récemment dévoilé un plan de lutte contre la contrebande impli-

quant l’intervention des forces armées. Par ailleurs, le régulateur espère que l’augmentation de 45 % du prix bord champ de cacao fixé pour cette campagne et le nouveau modèle de financement des achats de fèves qu’il souhaite adopter, devrait contribuer à dissuader le trafic de cacao. En 2023, les expéditions ghanéennes de cacao et produits dérivés ont généré près de 1,9 milliard \$, d’après les données compilées sur la plateforme Trade map.

AFRIQUE DU SUD

Anglo American mobilise 400 millions \$ en vendant des actions

Anglo American détient 79 % d’intérêts dans la compagnie sud-africaine Amplats, premier producteur mondial de métaux du groupe du platine. Le groupe britannique a annoncé en mai 2024 son intention de scinder cette filiale en une entité indépendante. Le groupe britannique Anglo American a vendu cette semaine 13,94 millions d’actions ordinaires détenues dans sa filiale sud-africaine Anglo American Platinum (Amplats). L’opération qui lui a rapporté 7,2 milliards de rands (environ 400 millions \$) s’inscrit dans le processus de scission d’Amplats en une entité distincte. « Ce placement devrait accroître la liquidité des échanges d’actions à court terme et atténuer l’impact du reflux après la scission, du fait de la diminution du nombre d’actions Amplats distribuées aux actionnaires d’Anglo American », a commenté Duncan Wanblad, DG d’Anglo American. Dans le cadre d’une restructuration annoncée en mai 2024, Anglo American a décidé de céder sa participation de 79 % d’intérêts dans Amplats. Le processus de scission du premier producteur mondial de platine en une société indépendante devrait être achevé l’année prochaine. Il faut souligner que cette opération présente un risque de fuite de capitaux pour l’Afrique du Sud, en raison de la vente des actions d’Amplats distribuées aux actionnaires d’Anglo American qui ne sont pas actifs sur la bourse de Johannesburg, d’après JP Morgan. Pour rappel, Amplats est le premier producteur mondial des métaux du groupe du platine. Ses mines en Afrique du Sud et au Zimbabwe ont livré 3,8 millions d’onces en 2023.

BOURSE DE TOKYO

Clôture en baisse lestée par le yen

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse mardi lestée par la force du yen, dans un climat attentiste à l'approche d'une réunion décisive de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'indice vedette Nikkei a lâché 1,03% à 36.203,22 points et l'indice élargi Topix a perdu 0,60% à 2.555,76 points. "Cette semaine, les marchés boursiers se concentreront sur les réunions de politique monétaire au Japon et aux États-Unis, où une réduction des taux est presque certaine", a souligné Takuma Ikemoto du Tokai Tokyo Intelligence Lab. Au début d'une semaine cruciale marquée par la tenue de plusieurs réunions de banques centrales de pays du G10 - dont la Réserve fédérale américaine mardi et mercredi - les opérateurs et économistes n'ont toujours pas une vision claire de la décision que s'apprête à prendre la Fed, hésitant entre une baisse du taux directeur d'un demi-point ou un quart de point. "Compte tenu des événements importants qui se dérouleront cette semaine, il sera difficile de se lancer dans des transactions

agressives", a ajouté M. Ikemoto. La veille, Wall Street a terminé en ordre dispersé, le Dow Jones signant un nouveau sommet en clôture (+0,55%) tandis que l'indice Nasdaq a reculé, freiné notamment par le recul des valeurs liées aux semi-conducteurs. A Tokyo, les actions en rapport avec les puces ont également chuté: Advantest a perdu 5,63%, Tokyo Electron 5,23% et Disco Corp 4,50% à 06H00 GMT. Sur le marché des changes, la devise nipponne valait 140,60 yens pour un dollar. Elle avait atteint lundi 139,96 yens pour un dollar - son plus haut niveau depuis juillet 2023 - profitant de la poursuite du fléchissement des taux obligataires américains. "Il est difficile pour les actions japonaises d'évoluer clairement dans l'une ou l'autre direction, car les actions américaines sont restées fermes pendant le long week-end, tandis que le yen s'est renforcé", a com-

menté Hideyuki Ishiguro, stratège chez Nomura Asset Management auprès de l'agence Bloomberg. Toutefois, la prochaine réunion de la Banque du Japon (BoJ) jeudi et vendredi pourrait affecter le sentiment à l'égard des actions japonaises. Si "(Kazuo) Ueda annonce qu'une hausse des taux en octobre est possible, la paire dollar/yen et le Nikkei subiront probablement une nouvelle pression à la vente", a ajouté à Bloomberg Tony Sycamore, analyste chez IG Australia Pty Ltd. La BoJ avait averti que la poursuite de ce resserrement monétaire serait conditionnée à une inflation stable autour de 2%,

inscrite dans un cercle vertueux entre augmentations salariales, hausse de la consommation et croissance économique. A la cote, les valeurs liées aux exportations ont évolué dans le rouge, lestées par la force du yen. Le secteur automobile a été impacté, comme Nissan (-2,07%) et Toyota (-1,99%) à 06H00 GMT. Sur le marché des changes, l'euro n'évoluait guère à 156,47 yens contre 156,54 yens la veille, et se négociait pour 1,1128 dollar au lieu de 1,1133 dollar lundi. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,77% à 70,63 dollars et celui de Brent de la mer du Nord prenait 0,51% à 73,13 dollars à 06H00 GMT.

BOURSE ZURICH

Le SMI maintient ses 12'000 points avant la Fed

La Bourse suisse restait en territoire positif mardi en fin de matinée. Les investisseurs demeurent toujours suspendus à la future conclusion de la réunion de la Réserve fédérale (Fed) prévue mercredi. "Les indices européens devraient tenter un léger rebond technique dans l'attente de la publication des ventes au détail aux Etats-Unis qui devraient confirmer la décélération de la consommation américaine", indique John Plassard, de Mirabaud Banque. Concernant la réunion de la Fed, "près de 60% du consensus parie sur une baisse des taux de 50 points de base". Ipek Ozkardesday de chez Swissquote Bank table quant à elle sur une baisse de 25 points de base comme "la meilleure

option en raison des chiffres économiques peu alarmants du moment. Il vaut mieux commencer lentement et accélérer si nécessaire". "Le baromètre ZEW allemand de septembre devrait alimenter la monnaie européenne. L'inflation d'août au Canada et les ventes au détail sur le même période aux États-Unis attireront l'attention des investisseurs", étoffait M. Plassard. Vers 10h40, le SMI avançait de 0,35% à 12'047,61 points après avoir ouvert en hausse de 0,42% à 12'055,96 points. Le SLI gagnait 0,44% à 1962,79 points et le SPI 0,41% à 16'022,96 points. Les valeurs vedettes étaient toutes serties de vert, exceptées Sonova (-0,5%) et Lonza (-0,1%). En première place se trouvait Logitech (+1,1%), de-

vant Geberit (+1,0%) et ABB (+0,9%). Sur le marché élargi, Barry Callebaut grimpait de 7,6% profitant de la nouvelle note Barclays à "overweight". De même pour Lindt&Sprüngli toujours en hausse de 2,7%. Pour les deux chocolatiers, la récolte de cacao s'annonce bonne en Afrique de l'Ouest, ce qui devrait faire reculer son prix. Le chimiste de spécialités bâlois Clariant (-0,3%) a annoncé céder un bien immobilier en Allemagne pour réduire sa dette. Swatch (+0,1%) croulait sous les mauvaises nouvelles après les données macroéconomiques moroses en provenance de Chine lundi et l'appel à l'aide mardi de l'industrie horlogère.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 17 Septembre 2024					
Valeur : 19 Septembre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.2672	132.2822
1	EUR	EURO		146.7505	146.7936
1	GBP	POUND STERLING		174.7717	174.8146
100	JPY	JAPANESE YEN		94.1404	94.1577
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6439	18.6497
1	CHF	SWISS FRANC		156.7704	156.8812
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.3269	97.3737
1	DKK	DANISH KRONE		19.7343	19.7374
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0196	13.0232
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5184	12.5234
1	AED	UAE DIRHAM		36.0097	36.0177
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2412	35.2471
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.8052	433.9967
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2810	43.7160
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5566	13.5581
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.0209	27.1593
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.3309	3.3413
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.7791	178.7791

La Bourse de Paris dans le vert avant la réunion de la Fed

La Bourse de Paris évoluait en hausse de 0,38% mardi matin, attentiste avant la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui devrait annoncer mercredi sa première baisse de taux depuis mars 2020. Vers 07H50 GMT, l'indice vedette CAC 40 prenait 27,17 points à 7.476,61 points. La veille, l'indice a fini en baisse de 0,21%. "Les acteurs du marché continuent de se retenir avant la décision sur les taux d'intérêt américains. Le volume de transaction est faible et les gains de cours doivent être considérés avec prudence", commente Andreas Lipkow, analyste indépendant. Après un cycle de onze hausses, la Fed doit abaisser pour la première fois depuis mars 2020 ses

taux directeurs, qui se situaient depuis juillet 2023 dans la fourchette de 5,25% à 5,50%, au plus haut en deux décennies. Les investisseurs n'arrivent pas à trancher nettement entre une baisse modérée de 0,25 point de pourcentage ou une baisse plus importante d'un demi-point. "Certains plaident en faveur d'une réduction plus importante pour prévenir un ralentissement économique, en particulier parce que l'inflation se modère, tandis que d'autres considèrent qu'une réduction plus faible est un changement plus sûr et progressif", résume John Plassard. Dernier rendez-vous pour trancher: la publication à 12H30 GMT des ventes au détail aux États-Unis au mois d'août, qui donneront un nouvel élément dans

ce débat. Une baisse des ventes au détail, comme pronostiquée par le consensus d'analystes de Factset qui table sur un recul de 0,20% sur un mois, donnerait aux investisseurs la confirmation d'un ralentissement important de l'économie américaine, justifiant une baisse des taux de 0,50 point. Au contraire, un indice meilleur que prévu plaiderait pour une baisse de seulement 0,25 point. Les décisions de la Banque d'Angleterre (BoE) jeudi et de la Banque du Japon (BoJ) vendredi, avec une hausse attendue de ses taux à rebours de ses homologues, seront aussi attendues avec intérêt par les marchés. Vers 7h50 GMT, sur le marché obligataire, le rendement français restait stable. A deux ans le taux

d'intérêt de l'emprunt s'établissait à 3,54%, contre 3,55% la veille, et sur dix ans 3,61%, au même niveau que lundi. Les investisseurs français scruteront également l'indice ZEW du moral des investisseurs allemands vers 09H00 GMT, attendu en nette baisse, alors que la première économie européenne est toujours plongée dans la morosité économique, sur fond de crise industrielle.

Essilorluxottica poursuit avec Meta

Le numéro un mondial de l'optique italo-français EssilorLuxottica (-0,58% à 206,90 euros vers 8h00 GMT), propriétaire de la marque Ray-Ban, a annoncé mardi poursuivre sa collaboration avec le géant américain Meta par "un nou-

vel accord de long terme" pour développer "plusieurs générations de lunettes intelligentes".

Bpifrance investit dans Ipsos

Bpifrance est entré au capital d'Ipsos (+0,56% à 54,35 euros vers 8h00 GMT), l'un des leaders des sondages et études de marché, avec une "prise de participation de plus de 5%", ont annoncé la banque publique et la société mardi. Le spécialiste des paiements en ligne est toujours dans le rouge, perdant 1,34% vers 07H50 GMT après un plongeon de 15,22% à 6,12 euros lundi, sur fond de révision à la baisse de ses résultats et de départ de son directeur général.

PORTUGAL

Un assainissement spectaculaire des finances publiques

Après huit ans de gouvernement socialiste, la coalition de centre droit Alliance démocratique a remporté les élections législatives anticipées du 10 mars dernier. Ce revirement politique, dans un contexte d'absence de majorité absolue au Parlement, pourrait être source d'instabilité dans le pays.

Néanmoins, l'assainissement profond des finances publiques réalisé durant le mandat d'António Costa, ainsi que la solidité des fondamentaux macroéconomiques, permettent au futur gouvernement de disposer d'une importante marge de manœuvre économique et budgétaire. La croissance portugaise devrait rester largement supérieure à celle de la zone euro en 2024 (1,2% selon la Commission européenne, contre 0,7% pour la zone euro).

Un revirement politique source d'instabilité

La démission surprise en novembre dernier du Premier ministre portugais, António Costa, en raison d'un scandale de corruption et de trafic d'influence dans son cercle restreint, a contraint le président de la République à dissoudre le Parlement et à appe-

ler à des élections générales anticipées, qui ont eu lieu le 10 mars 2024. Après huit ans de gouvernement socialiste, le parti de centre droit Alliance démocratique (AD) a obtenu le plus grand nombre de sièges au Parlement (80 sur un total de 230), et son chef de file, LuísMontenegro, a été nommé Premier ministre. Le Parti Socialiste (PS) est, quant à lui, arrivé en deuxième position, remportant 78 sièges. Enfin, le parti d'extrême droite Chega est devenu la troisième force politique du pays. Ayant réalisé une percée fulgurante avec une augmentation de 12 à 50 sièges au Parlement en deux ans, il est considéré comme le grand gagnant de ces élections. Ces résultats ne permettront toutefois pas à LuísMontenegro de former un gouvernement disposant d'une majorité absolue au Parlement. Aucune alliance entre l'AD et

Chega, ou le PS, n'étant pour le moment envisagée, le gouvernement se retrouvera très probablement minoritaire, avec des partis de l'opposition rejetant ses futurs projets de lois, ainsi que les votes de budget, comme c'est actuellement le cas en Espagne. Néanmoins, ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la démocratie portugaise qu'un gouvernement est en position minoritaire au Parlement[1] ; le PS et l'AD ont ainsi eu l'habitude de coopérer en cas d'absence de majorité absolue. Malgré le fait que le leader du PS ait insisté sur le fait que son parti s'opposera au vote du budget à l'automne, il apparaît dans le cadre actuel, que les deux partis aient un intérêt supplémentaire à coopérer : celui d'éviter des élections générales anticipées, qui pourraient donner à Chega une chance de plus d'augmenter son nombre de sièges.

ALLEMAGNE

Deutsche Bahn cède sa filiale schenker pour 14 milliards d'euros

Le fournisseur de services logistiques danois DSV, numéro trois du secteur, a été choisi pour acquérir sa rivale allemande Schenker, filiale de Deutsche Bahn, une opération à 14,3 milliards d'euros qui doit contribuer à désendetter l'opérateur ferroviaire allemand en crise, ont annoncé vendredi les deux entreprises. "Avec cette acquisition, nous réunissons deux entreprises solides, créant ainsi un leader mondial du

transport et de la logistique", s'est félicité dans un communiqué Jens Lund, le PDG de DSV, fondé en 1976. Ensemble, les deux entreprises, présentes dans plus de 90 pays, rassemblent un chiffre d'affaires combiné de près de 40 milliards d'euros et quelque 147.000 employés. Elles vont compter parmi les poids lourds du secteur aux côtés de groupes comme DHL, UPS ou Fedex. La compagnie ferroviaire allemande Deutsche

Bahn (DB) avait lancé fin 2023 la vente de sa filiale logistique, activité la plus rentable du groupe, dans le but de contribuer à réduire sa dette colossale de plus de 30 milliards d'euros, alors que l'entreprise fait face à un besoin d'investissements massifs sur son réseau vieillissant, miné par les dysfonctionnements. DSV "prévoit des investissements d'environ un milliard d'euros en Allemagne au cours des trois à cinq prochaines années", s'est fé-

licité DB vendredi dans un communiqué. Son patron Richard Lutz, cité dans le texte, note que la réduction de la dette "contribuera de manière substantielle à la viabilité financière" de l'entreprise ferroviaire publique, détenue à 100% par l'Etat allemand. "Au cours des trois prochaines années, l'accent sera mis sur l'assainissement structurel de l'infrastructure, de l'exploitation ferroviaire et de la rentabilité" du groupe, ajoute-t-il.

TAUX

La BCE doit viser une baisse « progressive »

L'économiste en chef de la Banque centrale européenne (BCE), Philip Lane, a jugé ce lundi que la baisse des taux menée par l'institution monétaire doit suivre une trajectoire « progressive ». Et s'adapter au rythme de la désinflation et de la reprise économique. À quel rythme la Banque centrale européenne (BCE) va-t-elle mener sa politique de desserrement monétaire entamée en juin et confirmée jeudi dernier ? L'économiste en chef de l'institution, Philippe Lane, a répondu à la question ce lundi. « Pour l'avenir, une approche progressive » pour réduire les taux « sera appropriée » si les prévisions de baisse de l'inflation se confirment, a-t-il déclaré dans un discours au Luxembourg. Pour rappel, l'inflation a ralenti, à +2,2% en zone euro au mois d'août et la BCE voit l'agrégat se stabiliser à +2%, sa cible idéale, au dernier trimestre de 2025. La prochaine réunion pour décider de la politique monétaire aura lieu à la mi-octobre, suivie d'une dernière réu-

nion pour 2024 en décembre. La présidente de la BCE a toutefois prévenu jeudi dernier qu'elle ne se fixe pas de plan sur la comète. « Nous déciderons réunion par réunion et notre trajectoire, dont la direction est assez évidente, n'est pas prédéterminée, ni en termes de séquence, ni en termes de volume », a averti Christine Lagarde.

S'adapter à la situation

Une vision appuyée ce lundi par Philip Lane. « Une réduction graduelle du degré de restriction (de la politique monétaire) sera appropriée si les données sont conformes au scénario de base », a-t-il indiqué. Et d'ajouter : « Nous devrions conserver une marge de manœuvre quant à la rapidité de cet ajustement ». Ainsi, si les données montrent une désinflation plus rapide ou un ralentissement de la reprise économique, une baisse plus rapide des taux pourrait être nécessaire. À l'inverse, si la désinflation est plus lente ou la reprise plus forte, un ajustement plus lent

des taux serait justifié, a-t-il argué. Les gouverneurs ne sont pas tous alignés sur la trajectoire que la BCE doit prendre. Isabel Schnabel, membre du directoire de l'institution rangée parmi les « faucons » - ceux qui prônent une stratégie monétaire restrictive - a récemment appelé à un assouplissement « progressif et prudent », argumentant que « l'inflation intérieure », c'est-à-dire celle des biens et services produits localement, « reste élevée à +4,4% » en zone euro, en grande partie à cause des prix élevés dans les services. Peter Kazimir, gouverneur de la banque centrale de Slovaquie et membre du conseil des gouverneurs de la BCE, a, lui, même plaidé ce lundi pour attendre le mois de décembre avant une prochaine baisse de taux. Chez les « colombes », en revanche, adeptes d'une approche plus souple, Piero Cipollone, autre membre du directoire, a souligné le « risque » d'être trop restrictif, alors que l'économie chancelle et que l'investissement patine, dans un entretien au journal Le Monde.

Confiance en l'avenir

Sur le papier, les données de l'inflation de la zone euro sont encourageantes pour la BCE. Reste que la prudence est de mise, car la stabilité des prix repose sur des « hypothèses critiques ». Et notamment sur la modération attendue du mouvement de rattrapage des salaires, après la flambée des prix causée par la guerre en Ukraine, et sur l'absorption de ces hausses de salaires par les entreprises dans leurs marges. Pour l'heure, les données sur les salaires et les profits en zone euro « sont conformes aux attentes » et le scénario d'une reprise économique se dessine en 2025, « tirée par la demande » grâce aux hausses de salaires, a détaillé Philip Lane. Bien que l'inflation reste élevée en raison des hausses salariales, surtout dans les services, le ralentissement prévu de la croissance des salaires l'an prochain devrait donc aider à réduire l'inflation, a-t-il conclu.

PENDANT AU MOINS UN AN

La Grèce va interdire les nouvelles locations de courte durée à Athènes

Le gouvernement grec a annoncé lundi l'interdiction, pour une durée d'au moins un an, de l'octroi de nouvelles licences de location de courte durée dans trois quartiers du centre d'Athènes, ainsi qu'une augmentation de la taxe sur ces locations saisonnières. À l'instar de nombreuses autres destinations touristiques européennes, la Grèce cherche à trouver un équilibre entre un secteur rentable alimenté par des plateformes en ligne telles qu'Airbnb et les besoins de la population locale confrontée à une pénurie de logements. La ministre grecque du Tourisme, Olga Kefalogianni, a expliqué lundi que l'interdiction des nouvelles licences de location de courte durée dans trois quartiers du centre d'Athènes pourrait être prolongée au-delà de la période initiale d'un an. "Nous avons constaté qu'elles (les locations de courte durée) fonctionnent en quelque sorte comme des hôtels, alors qu'elles exercent une forte pression sur la société", a déclaré Olga Kefalogianni à la presse. Alors que de nombreux propriétaires optent pour la location à court terme de leur bien, les Athéniens peinent à trouver un logement à louer à un prix abordable. La taxe journalière sur les locations de courte durée, qui aide le pays à faire face à l'impact des catastrophes naturelles liées au changement climatique, passera de 1,5 à 8 euros pour la période d'avril à octobre, a déclaré le ministre des Finances, KostisHatzidakis. La taxe passera de 0,5 à 2 euros pour les mois d'hiver. Le gouvernement n'a pas précisé quand ces nouvelles mesures entreraient en vigueur.

PROTOTYPE

Lotus Theory 1 Concept : L'Esprit de retour ?



Avec le concept Theory 1, Lotus révèle ce que pourrait être la Lotus Esprit de demain, tout en respectant le principe fondamental de légèreté cher à Colin Chapman... pour une supercar électrique ! Lotus révèle sa vision de l'avenir des voitures électriques avec la Theory 1 concept, une voiture de sport électrique qui illustre les ambitions du constructeur. Inspirée par l'iconique Lotus Esprit, cette voiture conceptuelle reprend certains traits de design classiques comme une forme en coin et une cabine avancée. Cependant, elle y intègre des éléments futuristes à l'instar des phares en forme de boomerang, de l'aileron arrière déployable et des portes spectaculaires qui s'ouvrent en pivotant vers l'arrière et le haut. L'habitacle reflète également cette audace avec un agencement unique des sièges. Le conducteur est placé au centre tandis que deux passagers sont installés de part et d'autre, rappelant la McLaren F1 mais aussi la GMA T.50.

Spécifications techniques, autonomie et puissance

La Theory 1 est dotée d'une batterie de 70 kWh (celle de la Lotus Evija X ?), avec une autonomie ciblée de 400 km. Malgré ses 987 chevaux, elle est moins puissante que l'Evija, la première hypercar électrique de Lotus forte de 2011 ch. Toutefois, elle compense cette différence par une masse réduite de près de 300 kg, affichant moins de 1600 kg sur la balance. Cela reflète l'engagement de Lotus à produire des véhicules légers et sportifs – en plus de SUV et limousines pesant plusieurs ânes morts – se concentrant davantage sur l'agilité que sur une course à la puissance. Avec moins de 2,5 s pour passer de 0 à 100 km/h et une vitesse maximale de 320 km/h, elle affiche des performances impressionnantes tout en restant fidèle à l'héritage de légèreté de Lotus.

Style extérieur et intérieur

Le style extérieur de la Theory 1 combine un design inspiré de la mythique Lotus Esprit avec des éléments résolument modernes. Les portes, qui s'ouvrent de manière spectaculaire, et les phares angulaires donnent à la voiture un aspect à la fois agressif et élégant. L'intérieur poursuit cette tendance avec des technologies innovantes, telles que des boutons "à la demande" qui apparaissent uniquement lorsqu'ils sont nécessaires. Les sièges, dotés de capteurs haptiques, interagissent avec les occupants, leur offrant des massages ou des alertes tactiles en cas de danger. Enfin, des haut-parleurs intégrés aux appuie-têtes renforcent l'immersion sonore, rendant l'expérience de conduite plus immersive et futuriste. En somme, la Lotus Theory 1 tend à incarner un équilibre entre innovation technologique et retour aux racines de la marque, en proposant une voiture sportive électrique légère, performante et axée sur l'expérience utilisateur.

AUDI RS E-TRON GT PERFORMANCE 2024

925 ch sous le capot, la Taycan Turbo S en ligne de mire !

Pure thermique, l'Audi RS 6 Avant performance dispose de 630 ch, hybride rechargeable la BMW M5 cumule 727 ch, l'électrique Audi RS e-tron GT performance atteint 925 ch. Voici la hiérarchie chez les sportives de cette catégorie.



Qu'on se le dise ! Chez Audi, les records de puissance sont désormais réservés aux modèles électriques et cela dans la famille RS incluse. En effet, quand les modèles sportifs à moteur V8 4.0 biturbo – RS Q8, RS6 Avant et RS7 Sportback – se contentent d'une "modeste" puissance de 630 ch, ceux entièrement à batterie grimpent allègrement plus haut.

En témoigne, la berline basse Audi e-tron GT dont la version restylée en RS performance dispose d'une cavalerie cumulant 925 équidés. De quoi expédier le 0 à 100 km/h en 2,5 secondes, même si cette allemande reste électroniquement bridée à 250 km/h afin de ne pas dilapider la réserve d'énergie contenue dans la batterie.

**342 ch à l'avant,
plus 564 ch à l'arrière**

Dans les faits, une machine électrique de 252 kW (342 ch) est installée sur le train avant tandis qu'un électromoteur fort de 415 kW (564 ch) se charge d'animer l'essieu arrière.

Le constructeur indique qu'un mode de conduite "RS performance" conçu aussi bien pour évoluer sur circuit que sur le tracé exigeant d'un col de montagne est de la partie.

La marque aux anneaux laisse le choix, entre des pneumatiques haute performance offrant plus d'adhérence lors des fortes accélérations latérales ou bien des enve-



loppes avec une durabilité améliorée et une résistance au roulement optimisée. A vous de voir l'usage que vous ferez de votre furie sur prise.

L'Audi RS e-tron GT performance est disponible à la commande depuis le mois de juin 2024 son prix débute à 175 350 €. Pour mémoire, l'Audi e-tron GT (679 ch) et l'Audi RS e-tron GT (856 ch) sont respectivement proposées à 128 250 et 162 400 €.

Une édition limitée à 299 unités

Pour les plus exigeants, une édi-

tion limitée à 299 exemplaires, de l'e-tron GT performance, assemblée, elle aussi sur le site industriel Audi Sport implanté à Böllinger Höfe (aucun lien avec une boisson qui pétillote) célébrera le lancement des modèles sur mesure créés par Audi en 1995. Sa jumelle technique, la Porsche Taycan Turbo S la toise à peine du haut de ses 952 ch et la marque de Stuttgart reste la seule à franchir la barre des 1 000 ch avec la variante Turbo GT (1 034 ch). L'Audi e-tron GT montera-t-elle encore d'un cran ? Sa carrière n'est pas finie.

Plusieurs postes IT menacés par la GenAI

Développeurs, DBA, administrateurs système, techniciens de support. La GenAI menace un certain nombre d'emplois IT. Ou, à minima, va déboucher sur une remise à plat du contenu de ces postes.

1^{ère} partie

Alors que l'IA continue de se diffuser, les dirigeants d'entreprise sont contraints de prendre des décisions difficiles concernant les emplois IT qui peuvent être automatisés par cette technologie et ceux qui ne peuvent pas l'être. Un véritable casse-tête, d'autant plus que les experts estiment qu'un quart des emplois informatiques pourraient être supprimés et remplacés par des outils d'intelligence artificielle générative (GenAI). « Il y a eu beaucoup de licenciements, souligne David Foote, analyste en chef et responsable de la recherche au sein du cabinet Foote Partners. Les entreprises identifient des personnes qui ont peut-être été de bons collaborateurs dans le passé, mais qui ne s'intègrent pas dans le nouveau monde régi par l'économie [émergente] et la technologie sur laquelle elles misent pour l'avenir. » Foote estime que 20 à 25 % des emplois du secteur de la technologie pourraient à terme être occupés par l'IA.

Selon une note de recherche de Foote, l'IA réduira ou éliminera totalement le besoin d'intervention humaine dans certains domaines, mais elle augmentera également la productivité, ce qui obligera les professionnels à se recycler et à s'adapter à des rôles plus stratégiques et plus créatifs.

L'automatisation des tâches est en cours

Dans le même ordre d'idées, une enquête menée en juin auprès de directeurs financiers par l'université Duke et les réserves fédérales d'Atlanta et de Richmond a révélé que 32 % des entreprises prévoient d'utiliser l'IA au cours de l'année à venir pour accomplir des tâches qui étaient auparavant effectuées par des humains. Et, au cours des six premiers mois de 2024, près de 60 % des entreprises (et 84 % des grandes entreprises) ont déclaré avoir déployé des logiciels, des équipements ou des technologies pour automatiser des tâches auparavant effectuées par des employés, selon l'enquête.

Selon John Graham, professeur de finance à l'université Duke et directeur académique de l'enquête, les entreprises utilisent l'IA pour automatiser un large éventail de processus métiers, notamment le paiement des fournisseurs, la facturation, les approvisionnements, la production de rapports financiers et l'optimisation de l'utilisation des installations. « En outre, les entreprises utilisent ChatGPT pour générer des idées créatives et rédiger des descriptions de postes, des contrats, des plans de marketing et des communiqués de presse », souligne John Graham dans le rapport. Aux États-Unis et en Europe, pas moins de 300 millions d'emplois sont susceptibles d'être affectés par l'arrivée de l'IA, a



estimé la banque d'investissement Goldman Sachs l'année dernière. Deux tiers des emplois américains pourraient être partiellement automatisés, tandis qu'une tâche sur quatre serait complètement automatisée. Dans le même temps, l'IA devrait accroître le PIB mondial de 7 %, avait calculé Goldman Sachs dans son rapport. Les domaines les plus exposés comprennent les postes administratifs (46 %) et les tâches des professions juridiques (44 %).

Du Data Scientist au support IT

En particulier, selon David Foote, 11 fonctions liées à l'informatique seront directement affectées par l'adoption de l'IA au cours des prochaines années - certaines de manière positive, d'autres moins. Et d'autres experts du secteur pensent même que ce nombre pourrait être plus élevé.

Les rôles susceptibles d'être éliminés ou fortement automatisés comprennent : le développement de logiciels, la cybersécurité, le DevOps, la conception UI/UX, l'administration et la gestion des données, les tests et l'assurance qualité, les Data Scientists et analystes de données, les tests et l'assurance qualité, les ingénieurs cloud, les rédacteurs techniques, ainsi que le support informatique et l'administration des systèmes - y compris l'administration du réseau. Ironiquement, l'ingénierie de l'IA et du Machine Learning est également de plus en plus automatisée grâce à des outils comme AutoML de Google, souligne David Foote.

L'administration des bases de données est également en pleine mutation, car les systèmes alimentés par l'IA, comme les bases de données autonomes (par exemple, Oracle Autonomous Database), peuvent s'auto-ajuster, s'auto-ré-

gler et prendre en charge une grande partie des opérations de maintenance des bases de données, opérations qui nécessitaient auparavant une intervention humaine. La spécialisation dans le Big Data deviendra bientôt de plus en plus essentielle pour les DBA.

L'assistance IT particulièrement menacée

L'IA transforme aussi la cybersécurité en automatisant la détection des menaces, la détection des anomalies et la réponse aux incidents. « Les outils alimentés par l'IA peuvent rapidement identifier les comportements inhabituels, analyser les modèles de sécurité, rechercher les vulnérabilités et même prédire les cyberattaques, ce qui rend la surveillance manuelle moins nécessaire, estime David Foote. Les professionnels de la sécurité se concentreront davantage sur le développement de modèles d'IA capables de se défendre contre des menaces complexes, d'autant plus que les cybercriminels commencent à utiliser l'IA pour attaquer les systèmes. Il y aura également une demande d'experts en éthique de l'IA dans la cybersécurité, pour s'assurer que les systèmes d'IA utilisés dans la sécurité ne sont pas biaisés ou utilisés à mauvais escient. »

Les postes d'assistance informatique et d'administration des systèmes - en particulier les emplois de niveau 1 et 2 du service d'assistance - devraient être particulièrement touchés par les pertes d'emploi. Ces emplois impliquent la résolution de problèmes informatiques de base et la fourniture d'un service d'assistance, ainsi que des interventions techniques comme les mises à jour de logiciels, qui peuvent être automatisées grâce à l'IA aujourd'hui. Les emplois du service d'assistance qui perdureront im-

pliqueront des compétences plus pratiques, nécessaires à la résolution de problèmes qui ne peuvent pas être résolus par un appel téléphonique ou un message électronique. « Par exemple il s'agira de s'impliquer dans des activités comme la corruption de code », illustre David Foote, ajoutant que les compétences en matière de gouvernance et de réglementation de l'IA deviendront plus critiques à mesure que les entreprises seront confrontées à une surveillance accrue de l'utilisation de l'IA en matière de sécurité.

Valider les modèles plutôt qu'analyser les données

Les Data Scientists et les analystes data, quant à eux, seront davantage sollicités en raison de la multiplication des applications d'IA, mais leurs tâches évolueront vers des domaines plus stratégiques tels que l'interprétation des informations générées par l'IA, la garantie d'une utilisation éthique de l'IA et le travail sur le développement et la validation de modèles, selon David Foote.

« Ils devront se concentrer sur l'élaboration de modèles plutôt que sur la simple analyse de données. Ils devront notamment veiller à ce que les modèles soient éthiques, justes et explicables, en particulier lorsque ces systèmes prennent des décisions dans des domaines sensibles tels que la santé ou la finance. Les scientifiques des données auront également besoin d'une expertise approfondie dans les secteurs spécifiques dans lesquels ils travaillent (par exemple, la santé, la finance) pour s'assurer que les modèles d'IA sont alignés sur les objectifs de l'entreprise et les exigences réglementaires », détaille l'analyste.

A suivre

Mots fléchés

Son démon est Satan		Son démon est Lucifer		Son démon est Belzébuth		Cette drag-harengs est l'Atlantique du Nord		Ville portuaire d'Ukraine		Continent le plus peuplé		Son démon est Léviathan		Ponctuation		Nazi
Son démon est Belzébuth								Néon						Césium		
														Créature mi-homme mi-cheval		
Évaluation d'une grandeur		Stationnée								Précolombiens						
		Assurance								Lanterne						
								Prénom de Spielberg								L'Irlande
Rushs								Une langue du Vanuatu								
Genre femelle dans les contes persans								Souveraine				Pays asiatique				
						Acteur célèbre						Soutien				
						Trou pour la tête de la guillotine						Indien de l'Utah				
Orient	Pronom personnel							Empereur de la dynastie Song					Mélodie			
	Approfondissement												Les Chaouis y vivent			
			Affluent du Danube		Capitale de Drouais			Mâchoire de métal							Points cardinaux	
Barbouiller										Il a remplacé le Franc						Impureté en tant que péché capital
Fer										Lettre grecque						
		Saint patron de la ville de Rome						Décision administrative				Incontestable				
		Pour relier										Brama				
Séculaire																
Unité de mesure en informatique														Résultat atteint	Prénom féminin d'origine irlandaise	
			Détruire							Un comté en Angleterre						
			Se caché							Courroux						
Hasard		Humoriste et présentateur à France 2						Vallée de fleuve envahie par la mer				Qui n'a pas subi de cuisson				
		Romanesques						Prénom masculin				Endurer				
					Affluent du Congo	Réseau express régional						Moment d'une journée				
Son démon est Asmodée												Vase				
Fibre textile						Possessif						Béryllium			Peinture religieuse	Bringues
						Plantes exotiques						Feuilles sèches				
Astate			Convers						Service	Marque de dédain				Petite île de l'archipel du Frioul		
Distendre			Note de musique							Gagne				Se dirigera		
								Mammon								
								Exclamation méridionale								
Germandrée																
Il bâtit une arche						Ville d'eau (Les Bains)						On dit Alham-doullah				
						Fleuve qui se jette dans la mer du Nord						après cette éruption				
			Paresse spirituelle									Solipède				
Lettres pieuses			Arsenic					Sèches								

10 millions de tonnes de marchandises traitées par le chemin de fer Chine-Laos

Le chemin de fer de transport de marchandises Chine-Laos a jusqu'à présent traité plus de dix millions de tonnes de marchandises importées et exportées depuis sa mise en service en décembre 2021, selon les autorités locales. Au total, les marchandises étaient évaluées à environ 40,77 milliards de yuans (environ 5,74 milliards de dollars), selon les données douanières publiées mardi. Les marchandises transportées par ce chemin de fer sont passées des 500 variétés initiales à plus de 3.000 actuellement grâce à une série de mesures mises en œuvre par les douanes de Kunming, telles que la construction d'un port intelligent. Au cours des huit premiers mois de 2024, le chemin de fer a traité plus de 3,58 millions de tonnes de marchandises importées et exportées, en hausse de 22,8% sur un an.



EDUCATION

La sécurité routière, cours inaugural de la rentrée scolaire 2024/2025

La sécurité routière est le thème du cours inaugural de l'année scolaire (2024/2025) pour les élèves des cycles primaire, moyen et secondaire, indique le ministère de l'Eduction nationale dans une correspondance adressée à ses directeurs. La "sécurité routière" est le thème choisi pour le cours inaugural qui sera dispensé "dimanche prochain, premier jour de la rentrée scolaire 2024/2025, aux élèves des trois paliers d'enseignement", d'après la correspondance du ministère dont l'APS a obtenu une copie. Le choix de ce thème est motivé par "la recrudescence des accidents de la route à travers les différentes régions du pays outre les pertes humaines et matérielles qui en résultent et leur impact sur les familles et la société", lit-on dans la correspondance. Le ministère a, dans ce sens, souligné le rôle "prépondérant" de l'école dans l'éducation sociale, outre la nécessité de contribuer à l'effort national de sensibilisation aux dangers des accidents de la route".

LG ELECTRONICS ALGÉRIE

Un don de 15 climatiseurs pour des familles démunies à Touggourt

LG Electronics Algérie, en collaboration avec l'association YesWe Can, a mené une action solidaire significative en faveur des familles les plus démunies de la région de Touggourt, située dans le sud du pays. Dans le cadre de cette initiative humanitaire, 15 climatiseurs ont été offerts à des foyers dans le besoin, afin d'améliorer leur confort face aux conditions climatiques extrêmes. L'événement de lancement de cette opération a eu lieu, hier à Alger, en présence des représentants de LG Electronics Algérie, des membres de l'association YesWe Can, ainsi que des médias. La cérémonie a marqué le départ d'un camion chargé des climatiseurs en direction de Touggourt, apportant une aide précieuse aux familles bénéficiaires. Cette action démontre l'engagement continu de LG Electronics Algérie envers les populations les plus vulnérables. Cette donation illustre la volonté de LG Electronics Algérie de soutenir les communautés défavorisées et de répondre aux besoins urgents des régions les plus touchées. Avec les températures record enregistrées cette année, les climatiseurs seront d'une aide cruciale pour les populations locales.

FONDS SPÉCIAL POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

Les subventions accordées aux opérateurs fixées

Les taux de remboursement et les conditions d'octroi de la subvention destinés aux opérateurs économiques engagés dans des activités d'exportation ou contribuant à la promotion des produits algériens à l'étranger ont été fixés, dans le cadre du Fonds spécial pour la promotion des exportations, en vertu d'un arrêté interministériel publié au Journal officiel (JO) n 63. Selon cet arrêté interministériel, signé le 20 août dernier, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations et le ministre des Finances, le Fonds spécial pour la promotion des exportations prend en charge 10% des frais liés à l'étude des marchés extérieurs destinées à la recherche des débouchés aux produits algériens, 10% des charges liées à l'information des exportateurs sur les opportunités et les possibilités d'exportation et 10% des coûts des études sur l'amélioration de la qualité des produits et des services destinés à l'exportation. Le Fonds couvre 50% des frais engagés pour la participation à des manifestations économiques à l'étranger à titre individuel, 80% des frais pour la participation officielle de l'Algérie aux manifestations à l'étranger et 80% des frais pour la participation aux manifestations à caractère exceptionnel à l'étranger ou se limitant à la mise en place d'un guichet unique. Un remboursement de 10% est accordé pour l'organisme chargé de mettre en œuvre le programme officiel des manifestations économiques à l'étranger ou celles organisées au niveau national et 50% à titre de compensation pour les organisations chargées d'organiser des manifestations économiques à l'étranger non inscrites au programme officiel, sur la base d'une demande

des opérateurs économiques, est-il indiqué dans ce texte. Au titre de la prise en charge partielle destinée aux PME, le Fonds prend en charge 10% des frais d'élaboration du diagnostic export et la création de cellules export internes, ainsi que 10% des coûts supportés par les opérateurs liés à la prospection des marchés extérieurs et 20% des frais d'implantation initiale des représentations commerciales sur les marchés étrangers. Le Fonds intervient également à hauteur de 10% dans la prise en charge des frais d'édition et de diffusion de supports promotionnels de produits et services destinés à l'exportation et 10% des dépenses liées à l'utilisation de techniques modernes d'information et de communication (création de sites web).

Il est prévu aussi un soutien à hauteur de 50% des frais de création de labels commerciaux, de protection à l'étranger des produits destinés à l'exportation et une prise en charge à 100% des frais d'attribution des médailles et décorations offertes au primo-exportateurs et à 100% des frais d'attribution de récompenses pour les travaux universitaires ayant contribué à la promotion des exportations hors hydrocarbures. Dans le cadre de ce texte, il a été précisé que l'Etat prend en charge 80% des frais de mise en œuvre de programmes de formation spécialisée sur les métiers d'exportation réalisée par des organismes spécialisés à la demande du ministre chargé du commerce. En outre, le Fonds assure 50% des frais de transport international, transport interne, fret et transit des produits destinés à l'exportation, 50% des frais de transport versés aux sociétés de transport qui concluent des conventions

avec le ministère chargé du commerce et qui représentent la valeur de l'aide dont a bénéficié l'exportateur. De même, l'opérateur bénéficie d'un taux de 10% de compensation supplémentaire en sus du montant de compensation fixé des frais de transport des produits agricoles périssables destinés à l'exportation et 10% de compensation supplémentaire en sus du montant de compensation fixé sur les frais de transport relatifs à l'exportation des produits à destination éloignée.

Le Fonds couvre, également, 50% des frais du retrait des cahiers des charges pour les appels d'offres internationaux à l'étranger et 50% des frais du transport des marchandises et produits exposés dans les salons permanents des produits nationaux à l'étranger de l'entreprise chargée de la gestion de ces événements, est-il mentionné dans cet arrêté en précisant que l'ordonnateur de ce compte (Fonds) est le ministre chargé du commerce. Par ailleurs, il a été publié au même numéro du JO, un autre arrêté interministériel qui fixe les modalités de suivi et d'évaluation du Fonds spécial pour la promotion des exportations.

En vertu de ce texte, un programme d'action sera élaboré par l'ordonnateur du fonds précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation, en sus de l'élaboration d'un bilan financier des remboursements octroyés et devant être transmis annuellement au ministère des Finances. Quant au montant du remboursement, il est versé sur la base d'un dossier présenté par l'exportateur ou son représentant auprès des services du ministère du commerce, a-t-on souligné encore dans cet arrêté.

TRANSPORT AÉRIEN

Turkish Airlines annonce ses vols vers Sydney

Turkish Airlines, la compagnie aérienne qui dessert plus de pays, ajoute Sydney, la plus grande ville d'Australie, à son vaste réseau de vols. Avec sa deuxième escale sur le continent,

la compagnie aérienne turque marque également la ville comme sa première destination en Australie à avoir des vols directs à l'avenir. Les vols Istanbul – Sydney, qui débiteront le 4 décembre

2024, seront opérés quatre fois par semaine via Kuala Lumpur avec des avions Airbus A350-900. Cette nouvelle route renforce non seulement la présence de Turkish Airlines dans le nouveau continent

dans son réseau de vols, mais elle continue également de renforcer les liens entre la Turquie et l'Australie, favorisant ainsi la croissance du tourisme, du commerce et des échanges culturels.

CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA SANTÉ ET DU TOURISME MÉDICAL

Explorer les moyens pour faire de l'Algérie une destination touristique médicale par excellence

Le thème "explorer les moyens pour faire de l'Algérie une destination touristique médicale par excellence", a été au centre du Congrès international de la santé et du tourisme médical (IHTC), dont les travaux ont débuté lundi à Alger, avec la participation d'experts et de spécialistes de différents pays leaders dans ce domaine. Premier du genre, ce congrès de trois jours vise à explorer les moyens pour faire de l'Algérie une destination touristique médicale par excellence, compte tenu des potentialités médicales, touristiques et humaines disponibles et à dé-

velopper une vision claire pour concrétiser cet objectif. Selon les organisateurs, l'IHTC se veut aussi "une opportunité pour les participants à cette rencontre, venus de plusieurs pays, dont la Tunisie, la Jordanie, l'Inde et la Turquie, en vue d'échanger les expertises et les expériences qui permettent de développer ce genre de tourisme et contribuer au développement socio-économique du pays". Pour ce faire, le représentant du ministère du Tourisme et de l'Artisanat et directeur des activités thermales, Mohamed Karim Chikhi a mis en avant dans son

allocution, l'importance d'organiser ce congrès, en vue de vulgariser "les atouts touristiques dont dispose l'Algérie et qui peuvent en faire une destination touristique médicale par excellence". M. Chikhi a mis en avant "les efforts consentis par le secteur afin de développer le tourisme médical à travers l'élaboration d'une stratégie nationale permettant une bonne prise en charge des sources thermales et de soutenir l'investissement dans ce domaine, qui suscite, a-t-il dit, un intérêt croissant de nombreux citoyens, tous âges confondus".